

Karumag

By

EWAG

JANV-FÉV 2024 N° 182

50 ANS AU SERVICE DES JUSTICIABLES

DOSSIER

À la recherche
de l'excellence !

SAVE THE DATE

Les 1ers
« Rendez-vous du
BTP Guadeloupe »
les 8, 9, 10 février

CONNECTIVITÉ

Faire les bons
choix en 2024 !

MORTON & ASSOCIÉS

Louis Raphaël MORTON
Jacques WITVOET
Estelle SZWARCBART-HUBERT
Jérôme NIBERON

DÉCRYPTAGE

À quoi servent les
applications SaaS
(Software as
a Service) ?





Le Prix de L'Audace

4 catégories /

Commerces et services
Nouvelles Technologies
Agro-transformation
Industrie

Top départ

C'est l'heure de se jeter à l'eau. L'heure de poser les mots sur ce à quoi pourra ressembler 2024. Dans une sorte de déclaration de politique générale de soi, chacun d'entre nous est invité, de manière tacite, à s'autoriser de nouveaux objectifs. Les mêmes que l'année dernière en général mais en mieux, croix de bois, croix de fer.

Que l'on procède de manière intuitive ou suite à un bilan documenté des dernières années, l'important réside sans doute dans l'attitude et la projection qu'on amorce. C'est l'utilité des rituels, permettre certaines prises de conscience, à l'échelle de son foyer, de son équipe, de son travail et concevoir de nouveaux schémas.

Rompant avec l'exercice des meilleurs vœux adressés en vrac, la santé, le bonheur ou autre, une cheffe d'entreprise qui édite une newsletter mensuelle choisit de définir et formuler son objectif pour 2024 : « augmenter mon chiffre d'affaires de 20 % en allant plus loin dans ma mission au service de l'émancipation des femmes ». Clair et précis.

Et si c'était ça le rituel de la nouvelle année, jouer carte sur table et donner ainsi l'occasion à ceux qui nous entourent de mieux savoir ce qu'ils nous souhaitent ? Nommer les choses, porter notre regard sur les dynamiques existantes, décrire ce que l'œil ne réussit pas à voir dans son ensemble, c'est aussi le projet éditorial d'Ewag aux Antilles-Guyane. Un parti pris assumé où les histoires, chaque mois, des hommes et des femmes des territoires, doivent nous permettre de faire émerger le meilleur scénario.

Mathieu Rached
Rédacteur en chef
Guadeloupe Martinique Guyane

édito



Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag**
sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos
magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail :
prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice du digital
Audrey Barty

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION
Rédacteur en chef
Mathieu Rached

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Adeline Louault - Alix Delmas - Axelle Dorville
Chloé Combet - Colette Coursaget
Floriane Jean-Gilles - Julie VdW - Maë Poyel
Marie Ozier-Lafontaine - Sarah Balay
Sandrine Chopot - Valérie Duru - Yva Gelin

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann - Jody Amiet
Lou Denim - Mathieu Delmer

Photo couverture
Lou Denim

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (sikproduction972@gmail.com)
Orane Phedon

RÉGIES
Martinique
Élodie Losada (0696 19 31 98)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)
Noémie Marlet

Guadeloupe
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)
Joséphine Notte (0749 25 61 21)
Mathilde De Denaro (0691 24 28 92)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIGITAL
JRI
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)

Motion design - JRI
Sariatha Boulard
Clarisse Montlouis-Félicité (stage)

Rédaction web
Axelle Dorville

Communication digitale
Clarisse Darsoulant
Manuel Venel

DISTRIBUTION
Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : Colibri Agency (0690 53 72 30)
Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 56)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.



Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang z'abricots,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

Axel et Elisa
Gosier

CA
C'EST
VRAIMENT
NOUS !

POUR UNE GUADELOUPE PLUS VERTE

ÉPARGNEZ ET FINANCEZ

ÉCO-RESPONSABLES !

Le Crédit Agricole s'engage à permettre à ses clients sociétaires de devenir acteurs des grandes transitions, climatiques, agricoles, sociétales... à chaque instant et quels que soient leurs moyens, grâce au **Livret Engagé Sociétaire**.

Un livret, un engagement: un euro d'épargne vertueuse pour soutenir un euro dans le financement des transitions.

Sur ce chemin vertueux qui préserve notre région, le Crédit Agricole vous accompagne et vous aide à **financer tous vos projets éco-responsables !**

Pour découvrir nos solutions, rendez-vous dans votre agence ou sur ca-guadeloupe.fr



Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE GUADELOUPE, société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit - Siège social situé Petit-Pérou - 7176 ABYMES CEDEX, 314 560 772 RCS Pointe-à-Pitre. Société de courtage d'assurance immatriculée au Registre de l'ORIAS sous le n° 07 029 548. Les contrats d'assurances professionnelles sont assurés par PACIFICA, la compagnie d'assurance dommages, filiale de Crédit Agricole Assurances. Entreprise régie par le code des assurances. S.A. au capital entièrement libéré de 442 524 390 € - Siège social : 8/10, Boulevard de Vaugirard 75724 Paris Cedex 15 - 352 358 865 RCS Paris - N° de TVA : FR 95 352 358 865. Événements garantis et conditions indiqués au contrat.

**AGIR CHAQUE
JOUR DANS VOTRE
INTÉRÊT ET CELUI
DE LA SOCIÉTÉ**



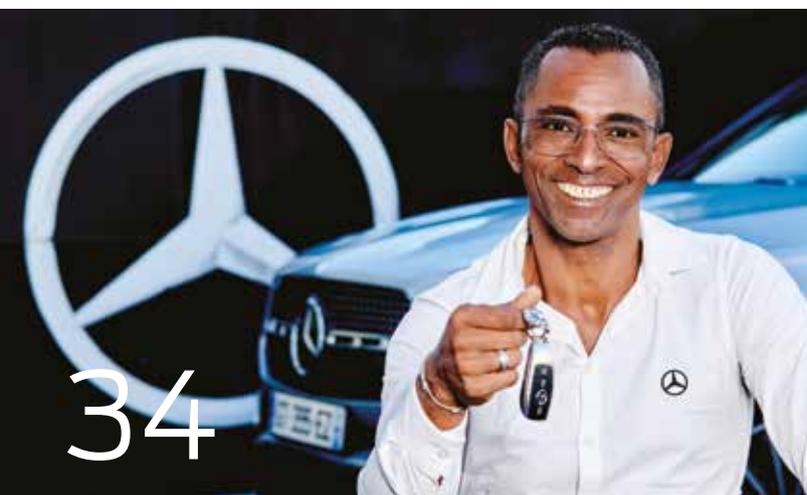
GUADELOUPE



24



22



34

À LA UNE

8/ Morton & Associés. L'union (des compétences) fait la force

TERRITOIRES

12/ Le renouvellement France Travail

14/ Image du mois

16/ Brèves

20/ CCI-IG. Soutenir les entreprises face aux défis de demain

22/ UDE-MEDEF. « Pour une Guadeloupe résiliente et audacieuse »

24/ IREPS. Un regard nouveau sur la chlordécone

26/ FRBTP. « Notre filière connaît de profondes mutations »

28/ Le BTP en Guadeloupe

29/ ECOFIP. Le partenaire de confiance de vos grands projets

ENTREPRISES

30/ Carrière d'Ultramarin « Yes, teacher ! »

32/ La BRED. Changement et nouvelles énergies

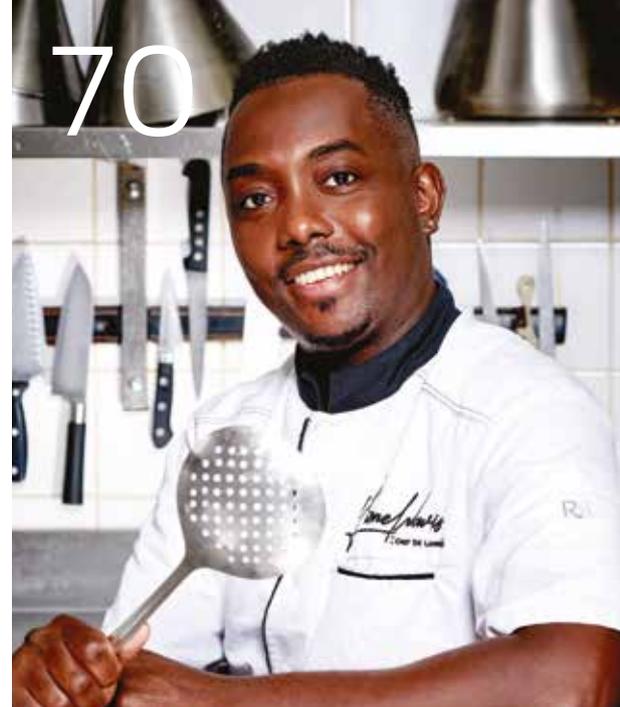
34/ SGDM. Poleman

36/ AXA. « Nous le faisons avec professionnalisme et honnêteté »

38/ Digicel Business. Connectivité, outils, équipements : faire les bons choix en 2024 !

40/ Nestlé & l'ONF contribuent à soutenir la valorisation des plantations de cacao

42/ Europcar Antilles-Guyane. La location au bout des doigts



44/ Emploi, salaires, droits : ce qui nous attend en 2024

45/ Profession : chef d'entreprise. « Sauter dans l'inconnu sans corde de rappel »

EXPERTISE

46/ Tri des biodéchets à la source : ce qui change pour les particuliers et les entreprises

48/ Querylog. **En mode action**

50/ Boîte à outils

DOSSIER

// À la recherche de l'excellence

52/ Dossier de la rédaction

70/ Lionel Navis. **La success story d'un passionné de cuisine**

PAUSE CAFÉ

72/ Coup de cœur

74/ Sélection Culture

76/ Le patrimoine dans tous ses états

78/ EWAG Buzz : le récap 2023

des vidéos les plus vues et partagées

80/ L'apéro networking Ewag

Sommaire

50 ANS AU SERVICE DES JUSTICIABLES

50 bougies... Une exceptionnelle longévité que le cabinet d'avocats **Morton & Associés** doit à son équipe de choc : soudée, experte et innovante. Une synergie dynamique entièrement consacrée aux besoins juridiques des Guadeloupéens. Rencontre.

Texte Sarah Balay – Photo Lou Denim

« Une structure suffisamment grande pour répondre aux attentes de tous les clients et suffisamment petite pour se sentir en famille. » Une définition parfaite de ce que représente aujourd'hui la société SCP (services, conseils, plaidoiries) Morton & Associés. Basé à Pointe-à-Pitre, le cabinet d'avocats surprend, en effet, par la force de frappe de son équipe : 21 salariés dont dix avocats (quatre associés, six collaborateurs), des juristes, assistants juridiques et un directeur administratif et financier. Une véritable institution créée il y a 53 ans, en octobre 1970 par Maître Jane Morton-Nimar spécialiste en droit de la famille. Renforcé par l'arrivée de son mari, Louis-Gabriel Morton, puis de son fils Louis-Raphaël, le cabinet a très tôt voulu prendre son envol. Objectif : « élargir son champ de compétences ».

« Notre philosophie repose sur le principe de couvrir quasiment tous les secteurs afin de répondre aux exigences de la clientèle composée de particuliers, d'entreprises et de collectivités », précise Louis Raphaël Morton, avocat associé. « Cette organisation, fréquente dans l'Hexagone, mais plutôt rare

aux Antilles, permet à chacun des avocats de se spécialiser et d'atteindre un meilleur niveau d'expertise. L'autre avantage repose sur l'intérêt des compétences transversales. Dans le cas d'un

« Passé le temps
du contentieux,
il restera des
gens avec des
trajectoires de vie
en commun... La
communication
est essentielle »

Me Estelle Szwarcbart-Hubert

divorce, par exemple, diverses problématiques peuvent se poser autre que celles relevant du droit de la famille. Le droit du travail ou des sociétés est parfois, aussi concerné.

Plusieurs avocats peuvent donc intervenir pour éclairer un même dossier. Une vraie richesse. » Travailler en groupement permet aussi de garantir une représentation optimale au client.

TROUVER DES SOLUTIONS GRÂCE À LA MÉDIATION

Moderne et entièrement informatisée, la SCP Morton & Associés se démarque aussi par sa capacité à innover, toujours avec le souci de satisfaire sa clientèle. Il est le premier cabinet en Guadeloupe à avoir mis en place le paiement par carte bancaire et propose depuis plusieurs années des facilités de paiement (système Top 3).

Deux activités complémentaires ont récemment renforcé les trois principaux secteurs d'activités du cabinet que sont le contentieux, le conseil et la rédaction d'actes (commerciaux, baux, etc.). « Depuis deux ans, nous intervenons comme médiateur dans tous les domaines », avance Jérôme Niberon, avocat associé, spécialiste, notamment en droit du travail. « La médiation, préalable aujourd'hui pour tout contentieux,

est un process qui permet de trouver des solutions qui ne sont pas judiciaires. Le principe, intéressant, d'une résolution apportée par un tiers, neutre et impartial, tend actuellement à se développer. »

La médiation, mais aussi la formation qui occupe désormais les équipes de la SCP, certifiée Qualiopi* depuis décembre. « Nos clients expriment des besoins

et nous tâchons d'y répondre », explique Louis-Raphaël Morton. « Ce ne sont pas des formations universitaires, diplômantes ou certifiantes. Elles sont, avant tout, pratiques, spécifiques et destinées à faciliter la vie des gens, notamment en entreprise ». Les avocats interviennent sur des sujets variés comme les obligations en matière d'hygiène et de sécurité, le harcèlement moral, les

comportements sexistes au travail ou encore les relations clients. Une stratégie gagnant-gagnant qui satisfait la clientèle et encourage les avocats à monter en compétences et miser sur la pédagogie.

*Cette certification française atteste de la qualité du prestataire d'actions de formation notamment exigée pour bénéficier de financements publics.



AU SERVICE DU DROIT ET DE LA FEMME

Jane Morton-Haynes-Nimar,
fondatrice

Rigoureuse et infatigable travailleuse, Jane Morton-Haynes-Nimar, fondatrice du cabinet Morton, se distingue par ses talents oratoires et sa grande ténacité. Au service de son barreau, en qualité de membre du conseil de l'Ordre et de la Carpa (caisse des règlements pécuniaires des avocats) durant 18 ans, ses combats sont également nombreux dans la vie associative. Présidente du comité guadeloupéen pour l'année de la femme en 1975, elle se lance dans le combat pour le respect des droits de la femme. Avec Gerty Archimède, George Tarer, Huguette Daninthe et bien d'autres, elle parcourt la Guadeloupe, organise des rencontres avec les femmes pour les informer de leurs droits. C'est en 2020, après 51 années de barre, qu'elle prend sa retraite. Elle a transmis en douceur le flambeau à ses associés et c'est avec plaisir qu'elle a remis les rênes du département droit de la famille et succession à Me Estelle Szwarcbart-Hubert qui y fait des étincelles.

**Cette certification française atteste de la qualité du prestataire d'actions de formation notamment exigée pour bénéficier de financements publics.*

« Le cabinet se structure autour d'une idée : comment être utile à celui qui franchit sa porte ? Comment améliorer sa situation ? »



« LE FRUIT DE 30 ANS DE TRAVAIL »

Louis-Raphaël Morton, avocat associé, responsable du département : droit des affaires, des sociétés, droit bancaire, du recouvrement, de l'exécution, droit pénal et des collectivités locales.

Alors qu'il s'était juré, enfant, de ne pas exercer le même métier que ses parents, Louis-Raphaël Morton, rejoint le cabinet familial en 1992. Convaincu que le métier d'avocat ne « s'exerce pas seul », il s'engage à développer l'entreprise pour gagner en efficacité. « Vous ne pouvez pas mener de front une vie de chef d'entreprise, une vie d'avocat et une vie de famille. Il n'y a que 24 heures dans une journée ! L'organisation à laquelle nous sommes parvenus aujourd'hui est le fruit de 30 ans de travail et j'en suis très fier. » Soucieux de s'adapter aux besoins du territoire et d'être « au service de sa clientèle », Louis Raphaël Morton, spécialiste en droit de l'entreprise, travaille avec une seule idée en tête : comment être utile à celui qui franchit sa porte ? Comment améliorer sa situation ? « Mon rôle est de tout mettre en œuvre pour obtenir le meilleur résultat possible. »

« UNE APPROCHE À LA FOIS JURIDIQUE ET HUMAINE »

Jérôme Niberon, avocat associé, responsable du département : droit du travail, droit social, droit collectif du travail, droit pénal, droit de la sécurité sociale, médiateur diplômé.

Né d'une mère cheffe d'entreprise et d'un père syndicaliste, Jérôme Niberon a grandi dans un univers « très contrasté ». Sensibilisé très jeune aux intérêts des employeurs comme à la défense des salariés, il se spécialise presque naturellement en droit du travail dès son arrivée au cabinet Morton en 1998. Un secteur qu'il développe au fil des ans et qu'il dédie pour l'essentiel aux conflits collectifs et aux licenciements. Il défend employés comme employeurs, parfois lors de conflits sociaux de grande ampleur, avec une approche « à la fois juridique et humaine ». Une dimension qu'il appréhende avec finesse grâce à sa perception quasi sociologique du territoire et qui l'encourage à assurer d'autres fonctions comme celles de médiateur et de formateur.





« UNE GRANDE EXIGENCE DE COMPÉTENCES »

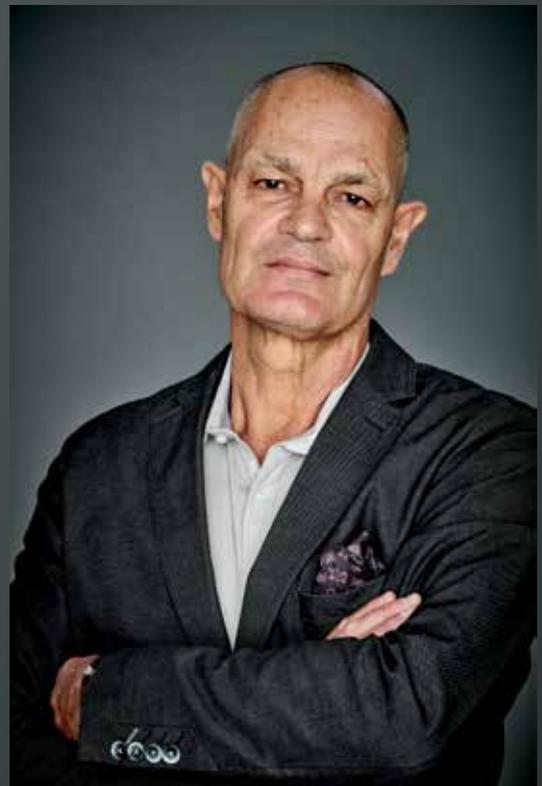
Estelle Szwarcbart-Hubert, avocate associée, responsable du département : droit de la famille et des personnes, successions, indivision, liquidation-partage, droit du travail, administratif et de la fonction publique, droit des marchés publics, droit pénal, droit des sociétés.

Estelle Szwarcbart-Hubert n'a pas toujours exercé comme avocate. Avant de prêter serment en 2006, elle évolue dans le domaine du commerce puis dans celui des ressources humaines dans une grande entreprise locale. Une fois inscrite au barreau de Guadeloupe, Estelle Szwarcbart-Hubert intègre le cabinet Morton et s'oriente vers le droit du travail avant de s'investir pleinement en droit de la famille, des successions et du patrimoine, domaines de prédilection de la fondatrice Jane Morton Nimar. « Venant à sa suite sur ce département essentiel, il y a une grande exigence de compétences, de sérieux et d'honorabilité. Nous ne parlons pas de chiffres, mais de la vie des gens, des enfants. Des questions que l'on se doit d'aborder avec un sérieux extrême. » Un sérieux qu'elle associe à une démarche systématique d'un retour au dialogue. « Passé le temps du contentieux, il restera des gens avec des trajectoires de vie en commun. La communication est essentielle. »

« LA FORCE DU GROUPE »

Jacques Witvoet, avocat associé, responsable du département : droit de la construction, droit des baux, droit des assurances, droit de la sécurité sociale.

Breton d'origine, Jacques Witvoet intègre le cabinet en janvier 1989 et en devient le premier associé après les fondateurs. Ses compétences sont rapidement mises au service du droit de la construction et de la propriété. « J'interviens notamment dans le cadre de procédures contentieuses suite à des mises en cause de responsabilités d'architectes ou de bureaux d'étude ». Un métier qu'il apprécie d'exercer au sein d'un groupement. « C'est assez rare qu'une structure comme la nôtre dure aussi longtemps. J'apprécie surtout les rapports entre associés, ce juste milieu entre l'entente humaine indispensable tout en étant différents en termes de compétences et de caractères. C'est cela qui fait, selon moi, la force du groupe. » Soucieux de transmettre son expérience à la nouvelle génération, Jacques Witvoet est également très investi pour accompagner et former les jeunes recrues du cabinet.



Le renouvellement **FRANCE TRAVAIL**

France travail devient le nouveau nom de Pôle emploi. Plus qu'une nouvelle dénomination, un changement avec des objectifs précis pour l'emploi.

Texte Yva Gelin



Depuis le 1er janvier 2024, Pôle emploi a évolué et est devenu France Travail. Une mutation du service public de l'emploi caractérisée par la mise en place d'un réseau d'acteurs plus étoffé et spécialisé, qui, dans le cadre de la loi plein emploi, a pour objectif de réduire le chômage de 5 % d'ici 2027.

INSCRIPTION AUTOMATIQUE

2025. C'est la date butoir à laquelle toute inscription sera automatique pour chaque personne à la recherche d'un emploi et déjà inscrite à Pôle emploi, les bénéficiaires de l'allocation du revenu de solidarité active (RSA), ainsi que leur conjoint, concubin ou partenaire pacsé. Seront également concernés les jeunes inscrits aux missions locales ainsi que les personnes en situation de handicap accompagnées par le Cap emploi. L'inscription sera automatique dès le dépôt d'un dossier pour ces prestations. L'objectif derrière cette automatisation est de faciliter

l'accès aux droits aux personnes sans emploi.

UN RÉSEAU POUR L'EMPLOI

Réunir ces publics au sein d'un seul et même organisme fait que France Travail se transforme en réseau avec l'intégration des missions locales, de Cap emploi et des services publics pilotés par l'État ou les collectivités territoriales en lien avec les besoins des demandeurs d'emploi et les entreprises. Un réseau qui aura pour mission de coordonner l'accueil des demandeurs d'emploi, l'orientation, l'accompagnement, la formation et l'insertion, tout en prenant en compte la demande des employeurs.

CONTRAT UNIQUE

Un demandeur d'emploi, après inscription, se verra dans l'obligation de signer un contrat d'engagement unifié. Celui-ci comprendra des objectifs à atteindre en termes d'insertion sociale et professionnelle, et réunira toutes les informations relatives au demandeur d'emploi. À savoir : les compétences, la situation familiale et spécificités de chaque profil. C'est sur la base de ce contrat que seront déterminées les offres d'emploi en fonction du profil. Par ce même contrat, les bénéficiaires s'engagent à exercer au moins 15 heures d'activité par semaine, quel que soit le profil du demandeur d'emploi. S'exonérer des obligations figurant dans le contrat revient à s'exposer à une radiation de la liste des demandeurs d'emploi. Un décret pour définir les contours des procédures de radiation est à venir.

RSA SOUS CONDITION

En cas de non-respect des 15 heures d'activités exigées par le contrat d'engagement unifié, les bénéficiaires du RSA s'exposent à des sanctions avec un système de suspension-revalorisation de la prestation qui devrait être mis en place avant le 1er janvier 2025. À noter que la suspension du RSA ne pénalisera pas le bénéficiaire des différents services

d'accompagnement et qu'il pourra par la suite bénéficier, une fois la régularisation des droits effectués, de versement rétroactif du montant qui aurait dû être perçu, dans la limite d'une somme équivalente à 3 mois de RSA.

TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

La situation des travailleurs handicapés se trouve facilitée avec l'orientation en milieu ordinaire ou un accompagnement privilégié. Une orientation en établissement et service d'accompagnement par le travail ne pourra désormais être prononcée que par les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). D'autre part, une personne n'ayant pas la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH), mais néanmoins titulaire d'une pension d'invalidité ou d'une rente d'incapacité pourra désormais bénéficier des mêmes droits que les titulaires d'une RQTH, sans avoir besoin de passer par une MDPH. Cette même équivalence peut désormais être applicable aux jeunes, âgés de 15 à 20 ans. Enfin « un sac à dos numérique » centralisera toutes les informations relatives au travailleur en situation de handicap.

FACILITER LA REPRISE D'ACTIVITÉ DES PARENTS

Dans le cadre de la loi plein emploi de nouvelles dispositions seront prises afin de faciliter le retour à l'emploi des parents isolés. Sont notamment prévus d'ici 2030, pour les communes de plus de 10 000 habitants d'ici 2026, la création obligatoire de relais petite enfance.

LE PLUS ENTREPRISE

Du côté des entreprises, France Travail dédie maintenant une partie de ses services pour guider les entreprises dans leur stratégie de recrutement avec un accompagnant de proximité afin de mieux identifier leurs besoins. Dans la continuité, est prévue la création d'une plateforme pour tous les besoins de recrutement.



L'INTELLIGENCE ÉNERGÉTIQUE EN MARCHÉ

Après 5 ans de navigation, Energy Observer, catamaran 0 émission carbone, a fait escale en Martinique avant de mettre le cap sur New York puis Paris pour les JO 2024. Les ingénieurs, chercheurs et scientifiques à bord de ce laboratoire flottant testent un système énergétique basé sur « un mix d'énergies renouvelables et de l'hydrogène produit à bord par électrolyse de l'eau de mer ». Un test grandeur nature qui ouvre aujourd'hui la voie à de multiples applications terrestres et maritimes, pouvant être répliquées à l'échelle d'un usager, d'un quartier voire d'une ville. Reconnaisable à ses panneaux solaires, c'est bien sa pile à hydrogène Toyota qui en fait un bateau unique au monde. Après 50 000 miles nautiques parcourus et 76 escales de par le monde, l'aventure du catamaran donne-t-elle du crédit au changement de technologie énergétique ? Prochaine étape : changement d'échelle avec Energy Observer 2, conçu pour décarboner le fret maritime au 21^e siècle.

www.energy-observer.org



ASSURER SON CHARIOT

C'est ce que proposent les supermarchés de la marque Carrefour. En payant une assurance à hauteur de 2,90 €, en cas de chômage ou d'invalidité, il sera ensuite possible d'obtenir un bon d'achat de 75 euros pour faire ses courses et pour les cas d'invalidité lourde, un versement unique peut aller jusqu'à 500 euros. Une assurance ouverte à tous les clients de 18 à 80 ans.



Martinique

9 500

C'est le nombre d'emplois directs créés par le tourisme en Martinique, soit 10 % de l'emploi total du secteur marchand du territoire, selon l'Insee.

Au rang national, cela fait de la Martinique la deuxième région après la Corse par rapport au poids qu'a le secteur touristique dans le marché de l'emploi.

Martinique

VISITER LA CULTURE

C'est autour de la culture et de l'identité martiniquaise que s'est construit l'édition du petit futé paru le 4 décembre dernier. Un guide coédité par la direction des affaires culturelles (DAC), entièrement organisé autour du patrimoine culturel immatériel de l'île.



Guyane

Secret de terre

Comprendre ce qu'est une terre fertile, la maîtriser, l'entretenir et pourquoi pas l'enrichir...

Solicaz propose jusqu'en juin 2024 une série de formations gratuites dans le cadre du programme TRANSFERTI afin de se former sur la fertilité du sol. Inscriptions possibles à info@solicaz.fr



Guadeloupe et Martinique

336 MILLIONS

C'est le budget qui servira à faire des ports de Guadeloupe et de Martinique des hubs portuaires en mesure de desservir le reste de la Caraïbe et de l'Amérique du sud. Les projets sont officiellement lancés depuis le 19 décembre avec la signature d'un accord avec la CMA CGM.



Géothermie, passer la seconde

Grâce à l'activité volcanique, la géothermie fait partie des énergies prometteuses mais coûteuses et nécessitant une certaine ingénierie pour les territoires ultramarins. Néanmoins, pour en concrétiser le développement, 5 mesures sont prévues pour cette année. Parmi elles, un centre d'excellence caribéen sur la géothermie ou encore la création d'une instance stratégique de concertation et de développement de la géothermie dans tous les territoires ultramarins.

AUX QUATRE COINS DE L'OUTRE-MER

Distinguer l'excellence et les compétences ultramarines est le but de l'opération « Talents d'Outre-mer » de CASODOM. Pour cette 10e édition, 48 talents ont été récompensés et pour la première fois depuis la création de l'opération, tous les territoires ultramarins ont reçu un prix.



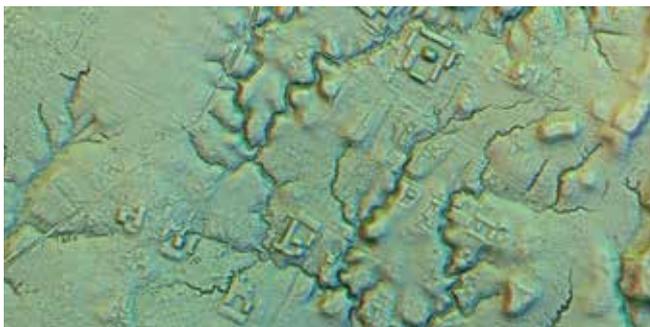
PARTENAIRE DANS L'INTÉGRATION

Le SMA et l'Opcommerce s'associent pour améliorer l'intégration des jeunes sur le long terme dans la vie active. Une collaboration de 3 ans élaborée en 4 axes : le partage d'information sur les besoins des territoires, un accompagnement et une pédagogie innovante au bénéfice des jeunes, un renforcement des offres des deux partenaires en réponse aux besoins des territoires et l'identification des potentiels candidats pouvant intégrer le dispositif SMA.

Guyane

Ville amazonienne

IL AURA FALLU 20 ANNÉES DE RECHERCHES ET DES TECHNOLOGIES D'INVESTIGATION DE POINTE POUR DÉCELER DANS LES CONFINS DE LA FORÊT AMAZONIENNE, UN RÉSEAU URBAIN QUI, À SON APOGÉE, AURAIT COMPTÉ 30 000 HABITANTS DU PEUPLE UPANO. LA DÉCOUVERTE EST D'ENVERGURE, CAR ELLE RÉVÈLE LE « PLUS GRAND RÉSEAU URBAIN D'ÉLÉMENTS ÉRIGÉS ET CREUSÉS CONNUS EN AMAZONIE ».



Martinique

NOUVEAU PRÉSIDENT DE L'AMPI

Après 6 ans d'une présidence exercée avec dévouement "et un engagement indéfectible en faveur de la production

locale martiniquaise", Josiane Capron a passé la main. Charles Larcher a été élu comme nouveau président de l'Association Martiniquaise pour la Promotion de l'Industrie (AMPI). Fort d'une expérience de trente années au service de l'industrie locale il aura à charge de poursuivre le travail de l'association et lui permettre de continuer à jouer un rôle central "au service de nos jeunes, de l'innovation territoriale, de la création d'emplois hautement qualifiés et de valeur ajoutée sur notre territoire".



Guadeloupe

Qui a la plus belle assiette ?

Mettre en valeur les mets guadeloupéens mais aussi apprendre à les cuisiner est l'objectif de la mini-série « Bataille des Saveurs ». Initiée par Iguafleur et Iguavie et la marque Mòso Tè La, le projet met en scène des influenceurs coachés par le chef Joël Kichenin et évalué par un jury de 4 professionnels de la Gastronomie afin de remporter le prix de la « Meilleure assiette ». Un épisode par semaine est diffusé sur la chaîne YouTube et cela a démarré le 10 janvier.

CONSTRUCTION ULTRAMARINE

Élaborer un référentiel adapté aux besoins des territoires et qui s'appuie sur l'expertise des acteurs locaux sont les raisons qui ont poussé l'AQC à organiser les Assises de la construction durable en Outre-mer. La restitution des échanges a lieu le 20 février à Paris et donnera lieu à la publication d'un livre blanc qui sera accessible à tous, courant septembre 2024.



Centre de
Services Agréé

AFTER



**QUALITÉ + RAPIDITÉ
D'INTERVENTION**

Vos précieux appareils
méritent le meilleur.



WWW.AFTERPLUS.COM

401, IMMEUBLE LES SYLPHIDES - GRAND-CAMP LA ROCADE - 97 139 ABYMES - TÉL : 0590 82 03 50
OUVERT DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H À 12H30 ET DE 14H À 16H30
DURANT LES VACANCES SCOLAIRES DE 8H À 15H

Feuille de route

SOUTENIR LES ENTREPRISES FACE AUX DÉFIS DE DEMAIN

Les difficultés rencontrées par le monde économique ont conduit la CCI IG à accentuer davantage sa mission auprès des entreprises. Le point avec son président, Patrick Vial-Collet. Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Patrick Vial-Collet, président de la CCI-IG

Quel bilan dressez-vous de l'année 2023 ? A-t-elle été riche en événements marquants ?

Patrick Vial-Collet : En 2023, l'économie a été, l'économie a été marquée par une conjoncture instable. En effet, la consommation des ménages est moins tonique à cause de l'inflation qui nous touche actuellement. Par ailleurs, le marché du travail est résilient, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A ⁽¹⁾ reste stable et celui des offres d'emploi progresse depuis le début de l'année.

Sur le plan financier, les entreprises font face à une dégradation de leur trésorerie en raison du poids des charges d'exploitation. Nous le constatons dans le secteur aérien comme dans le BTP (bâtiment et travaux publics), avec la hausse du coût du kérosène qui engendre respectivement une augmentation du prix des billets et la flambée des prix des matériaux. Ces augmentations sont principalement dues aux conséquences de la crise sanitaire du Covid-19 ainsi que de la guerre en Ukraine.

Dans le secteur de l'industrie et du tourisme, l'activité progresse mais de manière moins vigoureuse. Le commerce n'échappe pas aux conséquences de cette inflation causée par la baisse du pouvoir d'achat. En perspective, 2024 ne laisse pas un bon présage, notamment avec le début des remboursements du PGE (prêt garanti par l'État)⁽²⁾.

Depuis l'an dernier, CCI France a lancé une offre de service « Soluccio » dédiée à l'accompagnement des entreprises. Comment ce soutien au tissu économique est-il décliné localement ?

L'offre Soluccio propose une offre complète d'accompagnement aux entreprises et couvre l'ensemble des besoins exprimés (création, reprise-transmission, financement, RH, informations économiques, développement durable, compétitivité, innovation, numérique, développement commercial et international). Cette offre a été pensée pour intervenir dans toutes les étapes de la vie de l'entreprise. De la création jusqu'à la radiation ou cession de l'entreprise en passant par son développement et la formation des hommes qui la compose.

Elle est aussi complète dans sa forme par la mise en place de parcours allant de la sensibilisation à travers nos sessions d'information, au coaching individuel et pour aller plus loin, à la formation sur mesure.

Soluccio s'enrichit d'une offre de produits en faveur des collectivités notamment pour les accompagner dans le développement de leurs projets de territoire dans le cadre de la redynamisation des centres-villes et des principaux pôles d'activité.

Au-delà de son rôle institutionnel de représentation, la CCI-IG entend devenir une véritable « Maison des entreprises », c'est-à-dire ?

La CCI dans le cadre de ses missions est par définition la « Maison des entreprises ». Comme tous les acteurs, au fil des années, elle a su se réinventer pour répondre aux besoins des entreprises. Notre volonté est d'être à leur côté au moment où elles en ont le plus besoin. Concrètement, cela se traduit aussi en nouant des partenariats avec les acteurs clés du monde entrepreneurial. Ces partenariats s'étendent également aux collectivités territoriales et aux acteurs publics pour le développement de l'économie locale.

Quels sont vos grands défis pour 2024 ?

Ces défis sont nombreux et ne sont pas uniquement les miens, ils concernent l'ensemble des acteurs économiques et la population. J'évoquerai les problèmes d'approvisionnement d'eau et de l'échouage des sargasses qui pèsent considérablement sur les comptes des entreprises et la vie des ménages.

J'évoquerai également une problématique, tout aussi récurrente pour laquelle je poursuivrai mes efforts, celle du délai de paiement des entreprises par les acteurs publics pour laquelle des solutions doivent être trouvées.

Par ailleurs, le savoir-faire des entreprises guadeloupéennes doit se faire connaître et c'est une de mes priorités. Nous poursuivrons nos actions de prospection et d'échanges car je souhaite que nos entreprises rayonnent au-delà de nos frontières.

(1) Personnes sans emploi tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi, quel que soit le type de contrat.

(2) Prêt garanti par l'État : dispositif de soutien aux entreprises créé par l'État en 2020.

“ Le savoir-faire des entreprises guadeloupéennes doit se faire connaître, c'est une de mes priorités ”

Défis des entreprises

« POUR UNE GUADELOUPE RÉSILIENTE ET AUDACIEUSE »

À l'occasion d'une Garden party 100 % terroir, Bruno Blandin, président de l'**UDE-MEDEF**, première organisation patronale de Guadeloupe, a présenté ses vœux sous le signe de la production locale, de l'audace et du vivre ensemble.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Diriez-vous que malgré un contexte mondial marqué par les guerres, les crises et l'inflation, l'économie de la Guadeloupe s'en sort plutôt bien en 2023 ?

Bruno Blandin : En effet, la Guadeloupe a fait preuve de résilience. Elle a même connu un rebond notable de l'industrie touristique et l'emploi a progressé. Dans ce domaine, nos actions ont été nombreuses : forum des métiers, jobdatings, présentation des métiers du tourisme aux bénéficiaires du RSA⁽¹⁾ et lancement de notre CVthèque automatisée, sur notre application mobile UDE Guadeloupe. Nous misons sur une véritable stratégie offensive pour l'emploi et la formation de notre jeunesse. Nous attendons que l'État et les collectivités soient à nos côtés dans ce défi commun à relever. Je salue également l'action remarquable de nos parlementaires en 2023 qui ont réussi à préserver nos acquis et parfois même à les accroître, ainsi que l'appui technique de la FEDOM⁽²⁾. Nous nous réjouissons également d'autres avancées comme la session décentralisée, à La Réunion, du comité des Medef d'Outre-Mer qui illustre bien la dimension globale atteinte par notre réseau, mais aussi de l'accessibilité à l'offre locative sociale à titre expérimental à tous les salariés du secteur privé.

Votre garden party a fait la promotion du savoir-faire et de la gastronomie du terroir. Comment l'UDE-MEDEF peut-elle dynamiser la production locale en Guadeloupe ?

Il est crucial de repenser notre modèle alimentaire pour garantir une Guadeloupe plus résiliente, plus prospère, plus généreuse. La production locale est une nécessité pour le bien de notre population et de nos producteurs. Les aides financières à la production agricole ont atteint leurs limites. Si nous voulons atteindre un taux d'autonomie alimentaire suffisant d'ici à 2030, il est temps que nous, partenaires économiques avec les politiques locaux puissions concevoir un nouveau modèle de développement agricole. Sans remettre en cause les dispositifs existants, nous devons oser passer d'une logique totale d'aide à la production à une logique d'aide à la consommation pour garantir à nos producteurs locaux un marché afin d'écouler la totalité de leur

production à des prix garantissant la pérennité de leur exploitation. Nous devons aussi renforcer les liens entre tous les acteurs de la chaîne alimentaire, de la production à la distribution des produits locaux. Il nous faut, enfin, structurer nos filières, tout comme nous avons su le faire avec la banane par exemple.

Vous reconnaissez que la Guadeloupe a su se montrer aventureuse et courageuse par le passé. En quoi devrait-elle faire preuve d'audace aujourd'hui ?

Nous ne pouvons pas rester sans agir face à notre déclin démographique, à la fuite de notre jeunesse, au désarroi de celle qui reste, sans emploi. Nous devons faire preuve d'audace, en effet. C'est dans cet esprit que nous lançons par ailleurs le prix de l'audace. De grands chantiers nous attendent comme celui du hub maritime des Antilles françaises, la réforme de l'octroi de mer (une taxe archaïque, survivance d'un passé colonial dépassé), les délais de paiement et enfin le dossier de l'eau et l'assainissement. La structure actuelle, largement en faillite, n'a ni les moyens, ni les compétences pour gérer ces services publics essentiels. Soyons audacieux et décidons de transférer cette compétence à une ou aux collectivités majeures.

Vous défendez une valeur qui vous est chère, celle du vivre ensemble. Pourquoi ?

Le « vivre ensemble » revêt une importance toute particulière dans notre territoire marqué profondément par son histoire douloureuse. Il nous appartient de dépasser, sans les ignorer, ces blessures, pour accéder à un vrai vouloir vivre ensemble sans lequel aucune société ne peut accéder à un bien-être. Il doit reposer sur l'addition des parts de vérité que chacun porte pour enrichir la communauté de consensus plus que d'oppositions. Nous formons une communauté solidaire dans laquelle la conjugaison de la diversité de nos opinions et talents est notre plus grande richesse. C'est dans cette diversité et ce respect mutuel que nous trouverons la force de continuer à unir nos efforts pour le bien de chacun dans notre belle Guadeloupe.

(1) RSA : revenu de solidarité active

(2) FEDOM : fédération des entreprises d'Outre-Mer.



“ Il est crucial de repenser notre modèle alimentaire pour garantir une Guadeloupe plus résiliente, plus prospère, plus généreuse ”

Bruno Blandin, président de l'UDE-MEDEF

Média

UN REGARD NOUVEAU SUR LA CHLORDÉCONE

Stéphanie Melyon-Reinette, sociologue, chercheuse, conférencière et féministe engagée, anime le podcast FAP, Fwikasé A Pawol, le premier podcast dédié à la question épineuse de la chlordécone en Guadeloupe. Rencontre.

Texte Marie Ozier-Lafontaine

Depuis octobre, les plateformes d'écoute proposent à une audience de plus en plus étendue de découvrir un autre regard sur la problématique de la chlordécone sur le territoire guadeloupéen. Au cours des 7 épisodes, le podcast FAP, lancé dans le cadre du programme TITIRI mené par l'Ireps, met face-à-face 2 personnalités issus d'univers différents (journalistes, artistes, ingénieurs, politistes, ouvriers, écologistes...). Ils confrontent leurs points de vue, leurs vécus et échangent sur des solutions réalistes. Stéphanie Melyon-Reinette leur tend le micro, en favorisant des conversations fluides et passionnantes.

Pourquoi avoir accepté d'être l'hôtesse de FAP ?

Stéphanie Melyon-Reinette : Pour plusieurs raisons. En tant que sociologue et chercheuse indépendante, travaillant notamment sur la culture, l'histoire, le patrimoine des communautés noires, ce sujet m'a interpellée dès qu'il en a été question. Je m'intéresse aussi aux questions relatives au genre, à l'identité des femmes, au corps. Et puis, j'ai l'habitude d'animer des conférences, d'interviewer des experts. Le projet de podcast m'a parlé tout de suite. C'est aussi pour moi une application concrète de mon travail au service d'un engagement sociétal.

Que tirez-vous de cette expérience ?

C'était une très belle expérience. J'ai rencontré des personnalités extrêmement intéressantes, qui apportent aux auditeurs un regard pointu sur la problématique de la chlordécone. Au-delà des questions politiques et sanitaires, traitées de manière récurrentes, le podcast apporte une vision plus globale sur le sujet. Il nous éclaire sur l'aspect central de l'écologie, sur le fait que tout est lié, que chaque action humaine a un impact sur la nature, que nous sommes tous et toutes interdépendants. Résoudre le problème de la chlordécone, c'est aujourd'hui agir de manière individuelle et citoyenne au quotidien, en faveur d'un monde plus écologique.

Qu'est-ce qui vous a le plus marqué ?

Nous avons travaillé au sein d'une équipe très engagée, et presque exclusivement féminine, ce qui est symbolique quand on sait que la contamination des femmes est moins reconnue que celle des hommes... Et puis, enregistrer ce podcast dans la maison Victoire, cette ancienne maison de ville réhabilitée, valorisant notre patrimoine, était aussi symbolique !



Stéphanie Meylion Reinette © Fadji

Le podcast **FAP** est à retrouver sur les plateformes d'écoute *Deezer, Spotify, Youtube*, et l'appli *Podcast d'Apple*.



KARUKERA

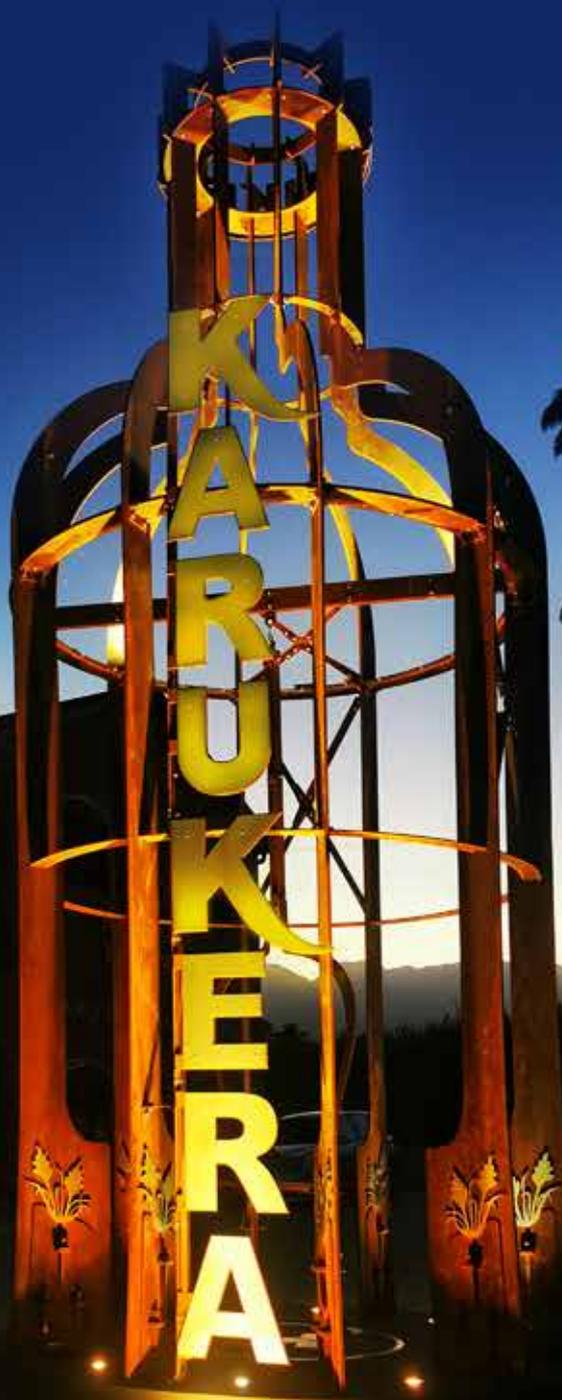
“ Venez vivre
une expérience
gustative
exceptionnelle là où
chaque gorgée
raconte une histoire
d’amour entre
le chêne et le rhum. ”

VISITER LA RHUMERIE

Section Bélair Sainte-Marie
97130 Capesterre-Belle-Eau
Tel: 06.90.12.46.93
Mail: visite@rhum-karukera.com



Réservation
en ligne



www.rhum-karukera.com

Suivez-nous sur  et 

Bâtiments & Travaux publics

« NOTRE FILIÈRE CONNAÎT DE PROFONDES MUTATIONS »

Du 8 au 10 février 2024, la **Fédération régionale du bâtiment et des Travaux publics (FRBTP)** de la Guadeloupe organise les 1^{ers} « Rendez-vous du BTP Guadeloupe » au CWTC à Jarry. L'occasion de réunir différents acteurs du milieu pour une meilleure visibilité.

Texte Maë Poyel - Photo Lou Denim



José Gaddarkhan, président de la FRBTP

Définition : FRBTP

La Fédération régionale du bâtiment et des travaux publics et activités annexes de la Guadeloupe et ses dépendances – que l'on appelle plus communément la FRBTP Guadeloupe – a pour mission de représenter, défendre et accompagner les entreprises du bâtiment et des travaux publics à l'échelle de notre région. Elle veille à assurer l'unité d'action de l'organisation professionnelle en essayant de répondre au mieux, à leurs besoins que ce soient sur les techniques métiers, la formation et l'emploi, le droit, les ressources humaines, les défis de demain...

C'est une première, qu'attendez-vous de cet événement ?

La filière construction, qui est une filière majeure de notre économie, n'a pas toujours une bonne image auprès du grand public et des jeunes notamment. Nous avons imaginé ces « Rendez-vous du BTP » pour présenter tous nos métiers, nos perspectives et les enjeux pour l'avenir. Notre filière connaît

de profondes mutations (métiers, numériques, environnementales...) et amorce sa transition. Il est, pour nous, très important de montrer que le BTP est prêt à construire le monde de demain !

Quels sont les enjeux de cette transition ?

Ils sont multiples. Comment construire durablement pour offrir aux générations futures des bâtiments de qualité, agréables à vivre, sûrs et à faible consommation ? Comment concilier transition écologique et innovation ? Comment réduire l'intensité carbone de notre filière ?

Qui peut participer à ces rendez-vous ?

Tout le monde ! C'est un événement gratuit ouvert à tous. Nous aurons bien entendu des moments privilégiés pour les jeunes et les scolaires avec une exposition sur les métiers et les formations d'avenir. Il y aura des ateliers, un bik à l'emploi, des rencontres avec les professionnels et les partenaires, des démonstrations d'engins...

Le grand-public est aussi invité aux conférences avec des professionnels et des experts sur la construction durable, l'adaptation du bâti au changement climatique, l'utilisation de nouveaux matériaux et procédés de construction, la circularité, le réemploi...

Est-ce important de s'adresser à tous les Guadeloupéens à propos du BTP ?

Oui, c'est important. La programmation est ambitieuse et elle est nécessaire si on veut atteindre l'objectif de réduire l'intensité carbone de notre filière. C'est notre grand défi et tous les professionnels du bâtiment et des travaux publics sont prêts à le relever. Ces « Rendez-vous du BTP » sont aussi l'occasion de renforcer les synergies avec nos adhérents, nos partenaires sociaux, économiques et l'ensemble des forces institutionnelles locales et nationales pour porter cette dynamique d'avenir dans l'archipel guadeloupéen.

Plus d'informations sur
www.lesrendezvousdubtp.com,
 au 0801.100.201
 @lesrendezvousdubtp

FRBTP

www.ffbatiment.fr

ZI de Jarry, 117 Impasse Émile Dessout,

97122, Baie-Mahault

0690 55 76 16

LES RENDEZ VOUS DU BTP GUADELOUPE

BÂTIMENT & TRAVAUX PUBLICS



DU 8 AU 10 FÉVRIER



AU CWTC JARRY

ENTRÉE GRATUITE

EMPLOI, FORMATION, INNOVATION, AMÉNAGEMENT & ENVIRONNEMENT, FINANCEMENT
AGIR ENSEMBLE ET DURABLEMENT !



7 800

EMPLOIS.

Comptant 7 000 salariés et 800 intérimaires, la filière BTP est l'un des premiers pôles de recrutement dans le département. En Guadeloupe, le tissu économique étoffé et varié est composé de grandes entreprises, de PME (Petites et moyennes entreprises) et d'artisans. Dans le secteur du bâtiment, on retrouve différentes catégories : conception, construction, rénovation et entretien des structures physiques (bâtiments, infrastructures routières, ponts, barrages).

1 096

JEUNES

ont choisi la formation initiale dont 86 % par la voie scolaire et 14 % en apprentissage. Les diplômés vont du niveau 3 (BEP, CAP), au niveau 5 (BTS). Premier pôle de recrutement, le secteur du BTP concentre une diversité de métiers comme conducteur de travaux, chef de chantier, maçon, électricien, charpentier, couvreur, etc.

2023
en
chiffres

LE BTP

en Guadeloupe

Le secteur regroupe 7 998 entreprises dont 84 % d'entre elles sont sans salarié. L'activité favorise le développement économique local, en générant des impacts positifs immédiats et durables sur d'autres secteurs de l'économie du territoire. Texte Maé Poyel

78

MILLIONS DE M².

C'est le nombre total de locaux mis en chantier l'an dernier. La mise en chantier de ces locaux se répartit entre les bâtiments agricoles à hauteur de 1 million de m² ; le secteur privé non agricole (locaux industriels, commerces, bureaux, entrepôts, autres...) pour 39 millions de m² et le secteur public avec 38 millions de m².

2 100

LOGEMENTS

ont été mis en chantier en 2023, soit une augmentation de 31 % à la fin du mois d'octobre sur un cumul de 12 mois. Cette augmentation s'observe dans la catégorie des logements individuels purs au nombre de 1 000, qui affichent une croissance de 5,9 %. Les logements individuels purs se définissent comme étant des maisons individuelles issues d'une opération de construction ne comportant qu'un seul logement. À ces 1 000 logements, viennent s'ajouter 300 en individuels groupés* et 800 logements collectifs dont des résidences.

*Individuels groupés : maison individuelle résultant d'une opération de construction comportant plusieurs logements individuels ou un seul logement individuel avec des locaux.

844

BÂTIMENTS

certifiés en 2023. Les certifications Cerqual, telles NF Habitat et NF Habitat HQE, assurent que les logements respectent les normes de qualité, de durabilité et de performance énergétique lors de leur réalisation. Ces labels garantissent aux acheteurs la conformité des constructions aux critères environnementaux et aux engagements spécifiés. Dans les territoires ultramarins en 2023, 12 000 ont été certifiés dont 844 pour la Guadeloupe.



ECOFIP, le partenaire du financement de vos grands projets d'investissement

Demandes d'agrément fiscal, recherche de subventions et de financement bancaire

L'équipe d'Ecofip compte Anne Assier de Pompignan, Mathias Herbil, Philippe De Franciosi, Priscilla Hommand, Sophie Bonnin et Emeline Manderscheidt (non présente sur la photo)

ECOFIP, le choix de la proximité et du savoir-faire

- Nous avons une excellente connaissance du métier que nous pratiquons depuis plus de 20 ans sur l'ensemble de nos implantations outre-mer (DOM et COM) ;
- Nos collaborateurs sont imprégnés du tissu économique de nos régions et bénéficient de toute la confiance de leurs clients ;
- Chaque opération d'envergure est spécifique. Il est donc essentiel d'être accompagné par un partenaire expérimenté qui vous proposera la solution adaptée aux singularités de votre projet selon les dispositifs en vigueur, notamment la loi Girardin (199 Undecies B du CGI) ou le crédit d'impôt (art. 244 Quater W).

Ecofip, architecte de vos montages financiers

Certaines opérations sont, selon le secteur d'activité et le montant du programme, soumises à agrément fiscal. Cette procédure nécessite le dépôt d'un dossier complexe destiné à présenter le programme et son intérêt économique et social aux services fiscaux décisionnaires.

Parallèlement, les entreprises sollicitent notre accompagnement pour leurs demandes de subvention

après des collectivités territoriales et leurs demandes de financement. Parce que la pluralité des acteurs complexifie la mise en place et le suivi des projets, ces démarches nécessitent une expertise et un accompagnement individualisé.

Une organisation centralisée

Les directeurs de région chez ECOFIP sont des éléments moteurs pour le développement des opérations à l'agrément. Après une première analyse du projet, en collaboration avec Philippe de Franciosi, le montage le plus adapté est défini en concertation avec le client et le service agrément, situé au siège d'ECOFIP, qui prend alors en charge les missions confiées par l'exploitant.

Un département dédié pour un accompagnement sur mesure

L'équipe du département Agrément est constituée de 5 personnes qui assurent le montage, la rédaction des demandes d'agréments (pour les dossiers industriels ou logements locatifs intermédiaires) et de subventions, le suivi administratif avec les services instructeurs ainsi que le suivi comptable, juridique et financier des opérations. Véritable chef d'orchestre parmi la multitude des acteurs présents sur un programme, la rigueur et l'implication de l'équipe participe hautement à la réussite des projets et à la notoriété d'ECOFIP.

En plein développement, nous invitons les chefs d'entreprise de tous les DOM-COM désireux d'entreprendre de beaux projets à nous contacter.

ECOFIP Martinique

Immeuble Phénix - ZAC Lareinty
97232 Le Lamentin
0596 51 20 00
www.ecofip.mq

ECOFIP Guadeloupe

Immeuble Les Tropiques
Voie Verte
ZI de Jarry Baie-Mahault
0590 32 77 76
www.ecofip.gp

ECOFIP Guyane

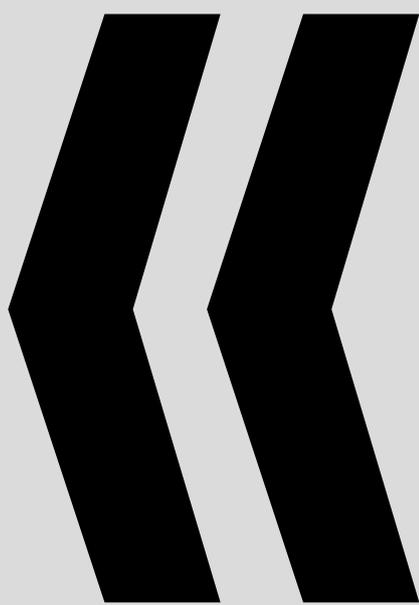
PK 2.5 Route de la Madeleine
Entrée de la Roseraie, BP368
77328 Cayenne
0594 39 15 56 - www.ecofip.gf

ECOFIP Service Agrément

Immeuble Phénix - ZAC Lareinty
97232 Le Lamentin
0696 27 06 27

*Carrière
d'Ultramarin*

**YES,
TEACHER !**



J'avais aussi
envie de
transmettre
l'histoire
caribéenne aux
élèves, qu'elle
prenne sa
place dans nos
manuels »

Chaque mois, la rédaction se penche sur des métiers exercés avec passion, des carrières d'ultramarins susceptibles d'inspirer et d'encourager les nouvelles générations. Pour ce premier épisode de l'année, rencontre avec le Guadeloupéen, Axel Jacobin... bien plus qu'un simple professeur d'anglais.

Texte Alix Delmas

Axel Jacobin enseigne l'anglais depuis 2007 dans l'Hexagone. Dès son retour de Manchester, à la fin de ses études, il débute par de l'assistantat de langue en école primaire puis obtient son CAPES pour enseigner dans le secondaire.

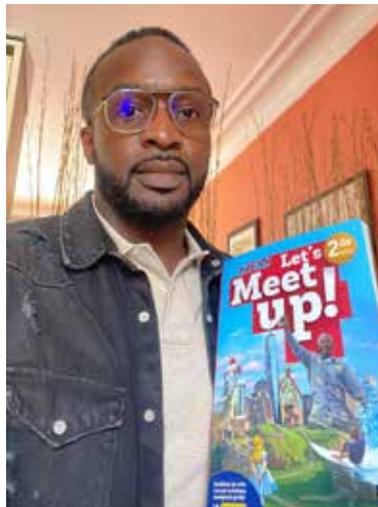
Sa progression professionnelle est rapide : tuteur puis formateur, il intègre le jury de recrutement des professeurs du CAPES (Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré) externe en 2016 et depuis 2021 celui du CAPES interne.

UN HOMME DE CONVICTION

Sollicité par un directeur de collection chez Hatier pour contribuer à la rédaction de manuels scolaires, sa réponse sera limpide : « oui, à la condition sine qua non d'évoquer l'histoire caribéenne ». Depuis lors, ce sont déjà cinq éditions auxquelles Axel Jacobin a collaboré en s'attachant à proposer un travail éditorial qui prend en compte la diversité des aires anglophones et notamment celle de la Caraïbe. Il propose des séquences telles que l'ancre précolonial avec les « First Nations », les Amérindiens, mais aussi des pans de l'histoire plus récente comme l'immigration jamaïcaine en Angleterre au XX^{ème} siècle :

« J'ai notamment construit un programme sur la "Windrush Generation" (nom du paquebot Empire Windrush), ces Jamaïcains appelés pour soutenir l'effort collectif de reconstruction après la seconde guerre mondiale. Certains se sont installés, ont fondé des familles, ont occupé des professions

délaissées, et pourtant nombre d'entre eux n'ont pas obtenu la nationalité, ce qui a notamment provoqué un scandale au parlement britannique en 2018. Je suis très friand d'enseignement transversal et cette séquence sur bien des aspects rappelle l'histoire du Bumidom aux Antilles. Beaucoup d'enseignants évoquent l'immigration à travers le rêve américain et Ellis Island, j'avais aussi envie de transmettre l'histoire caribéenne aux élèves, qu'elle prenne sa place dans nos manuels. »



CONNAÎTRE SON HISTOIRE

S'il œuvre à une meilleure visibilité de notre histoire, il est important pour Axel Jacobin de rappeler que son métier vocationnel par essence vise à transmettre des connaissances, elles seules permettent de déconstruire les préjugés et combattre les idées reçues.

À la question d'une figure historique qu'il admire, il cite Harriet Tubman, ancienne esclave, militante

féministe antiraciste, qui, sur le « Underground Railroad » (chemin de fer clandestin) a aidé de nombreux esclaves américains à gagner leur liberté. Il rappelle qu'elle devait figurer sur les billets de 20 dollars américains et que Donald Trump, admirateur du président Andrew Jackson qui y figure actuellement s'y est opposé. En 2021, quelques jours après son investiture, Joe Biden a relancé ce projet.

APPORTER SA PIERRE À L'ÉDIFICE

Homme de débat et de culture, son militantisme est apolitique. Né à Caen en 1984, Axel Jacobin arrive en Guadeloupe à l'âge de huit mois et y restera jusqu'à ses 18 ans. Danseur de Gwo ka, formé par Raymonde Pater-Torin, il a été membre fondateur de l'association Otentika à Rosny-sous-Bois, pour laquelle il donnait régulièrement des cours jusqu'en 2007 avant de cofonder la compagnie DNK avec Lydie Fesin, son acolyte depuis le lycée Faustin Fléret.

Si, entre ces deux vocations, il lui a fallu parfois faire des choix, son équilibre aujourd'hui réside aussi bien dans la danse que dans ses cours d'anglais qu'il dispense avec la même passion et le même engagement. Un militantisme qui puise ses origines à Morne-à-l'Eau, commune où il a grandi entouré d'une famille d'enseignants dévoués et engagés dans le milieu associatif : « Tout jeune déjà, j'étais affairé à couper du tissu, à réaliser des tâches de mon âge pour apporter ma pierre à l'édifice. Je crois que je ne pourrais pas vivre autrement ».



Jean-Paul Julia, directeur général de la BRED

Face au ralentissement de l'économie que nous connaissons aujourd'hui, quel est l'état de santé de nos entreprises ?

Jean-Paul Julia : Il existe en Guadeloupe et dans les Îles du Nord une vraie dynamique entrepreneuriale. D'ailleurs, le taux de création d'entreprises y est beaucoup plus élevé que dans l'Hexagone. Certes, nous avons noté un ralentissement au 2^e semestre, notamment pour les très petites entreprises (TPE) plus fragiles, mais depuis le début de l'année, les chiffres sont conséquents. L'augmentation des taux de la BCE a également engendré des tensions sur la trésorerie des entreprises, c'est donc un cap difficile à passer pour les structures les plus fragiles. Notre rôle est de les accompagner et de les aider à trouver des solutions, comme nous l'avons fait pendant la crise sanitaire. Nous travaillons, par ailleurs, avec des partenaires tels que Réseau Entreprendre. C'est un vrai atout pour l'environnement régional.

Banque **CHANGEMENT ET NOUVELLES ÉNERGIES**

Depuis le 1^{er} juin 2023, Jean-Paul Julia est le nouveau directeur général de la **BRED**. De passage en Guadeloupe, où il achève sa tournée des territoires, nous l'avons rencontré dans les locaux flamboyants neufs du nouveau siège à Jarry.
Entretien.

Texte Sarah Balay et Floriane Jean-Gilles
Photo Lou Denim

Votre carrière vous a conduit de la fonction publique au privé, vous avez donc un sens aigu de la mission de service au public, comment entendez-vous renforcer la relation clients ?

C'est en effet un élément auquel je suis particulièrement sensible et je crois d'ailleurs que c'est inscrit dans l'ADN de cette maison qui a été créée en 1919, par des chefs d'entreprise. Nous exerçons un métier profondément humain. J'aime dire que notre banque est le partenaire de la réussite de nos clients ; et cela se vérifie au quotidien avec nos équipes qui déploient une énergie considérable. Notre ancrage sur le territoire implique que les décisions se prennent sur place, au plus près des clients. Les équipes disposent donc d'une grande autonomie qui se traduit par d'excellents résultats. Notre modèle décentralisé est vertueux : l'épargne des Guadeloupéens sert à financer les projets des Guadeloupéens, en d'autres termes ce qui est collecté sur le territoire est réinvesti sur le territoire.

Avez-vous prévu de lancer de nouveaux produits dans les DOM ?

Nous essayons toujours d'innover, c'est un continuum ; notre but est d'avancer avec nos clients et leur proposer une offre de services en adéquation avec leurs besoins. En ce sens, c'est la dimension paiement qui permet le plus d'innovation. Nous proposons deux produits qui n'existent pas dans l'Hexagone : le crédit chrono, solution de crédit pour nos clients commerçants à destination de leur propre clientèle, et le paiement par QR code, solution de paiement instantané.

Par ailleurs, le Livret Territorial est né ici, c'est un livret qui permet à la fois de constituer une épargne et de financer les projets du territoire. Notre ambition est bien sûr de poursuivre le développement de ces offres sur-mesure. Nous offrons également des solutions de financement qui répondent aux enjeux de transitions des filières agricoles ultramarines et assureront le développement économique durable de ces territoires.

Nouveau siège, nouvel élan !

Depuis juillet, la BRED Guadeloupe et Îles du Nord profite du confort et de la modernité d'un tout nouveau siège, rue Henri Becquerel à Jarry. Spacieux et répondant aux normes HQE (haute qualité environnementale), cet espace de travail contemporain accueille l'ensemble des activités : agence de particuliers, professions libérales, centre d'affaires entreprises, associations et banque privée. Jean-Paul Julia a inauguré le 18 décembre dernier ce nouveau siège au côté d'Éric Montagne, directeur général adjoint, Mathieu Le Bellac, directeur du réseau Outre-mer et Stéphane Touati, directeur régional Guadeloupe & Îles du Nord.

Comment la BRED œuvre-t-elle pour bâtir une économie plus durable et plus verte sur nos territoires ?

Nous accompagnons les entreprises dans leur transition énergétique, il faut aussi aider les dirigeants face aux enjeux de la décarbonation. Ce volet « conseil » est primordial, et nous travaillons à l'élaboration d'outils plus industrialisés. La bascule va certainement prendre du temps, mais les investissements d'aujourd'hui sont les profits de demain. Cette capacité à se réaliser dans le temps est cruciale lorsque nous analysons des projets d'entreprise, et les enjeux environnementaux en sont désormais une composante majeure.

Quel nouvel élan souhaitez-vous donner à la BRED dans les années à venir ?

J'aimerais poursuivre sur la voie du développement



sur tous les marchés : renforcer l'accessibilité pour les particuliers et aller à la rencontre des professionnels. Et puis insuffler à nos équipes encore plus de plaisir et de fierté à exercer ce métier. L'Outre-mer est certainement un modèle de ce côté, puisque nous connaissons des résultats financiers et humains extraordinaires. Sur ces 3 dernières années, la BRED a signé plus de 40 CDI en Guadeloupe et dans les Îles du Nord, soit une croissance locale de 10 % de ses effectifs. Or, la croissance des emplois double la croissance locale, c'est ce cercle vertueux de la réussite qui est au cœur de nos aspirations. En Guadeloupe, nous allons renforcer notre maillage pour répondre au développement économique du territoire.

Les ambitions stratégiques du Groupe seront révélées en février. Je souhaite que la BRED s'inscrive en véritable partenaire de la réussite de ses clients, de tous ses clients, particuliers, commerçants, artisans, chefs d'entreprise, collectivités locales... Nous devons être au rendez-vous des transitions auxquelles font face nos clients, que ce soit en termes d'épargne ou de financements. L'Outre-mer et la Guadeloupe en particulier seront, bien sûr, au cœur du dispositif et des projets innovants. Une manière d'affirmer, dans la durée, notre ancrage dans ces territoires.

Chiffres clés

- **300 millions €** de financements en Guadeloupe et dans les Îles du Nord (au 31/10/2023)
- **22 agences**
- **220 collaborateurs** en Guadeloupe et dans les Îles du Nord
- **Capitaux propres* : 6,2 milliards €**
- **Résultat net* : 507,4 millions d'euros**
- **Produit Net Bancaire consolidé* : 1,64 milliard d'euros**

(*bilan 2022)

Automobile

POLEMAN

La marque Mercedes confirme son leadership local dans la vente de véhicules premium, auprès des particuliers comme des entreprises. Gilles Marie-Louise, directeur commercial de la concession chez **SGDM**, nous livre les raisons du succès.

Texte Maë Poyel - Photo Lou Denim



Gilles Marie-Louise, directeur commercial Mercedes-Benz Guadeloupe.

Vous maintenez votre position de leader pour la deuxième année consécutive, comment l'expliquez-vous ?

En 2023, nous avons confirmé notre place de première marque premium de Guadeloupe. Cette position s'explique par la qualité de nos produits et l'esthétisme des véhicules qui a changé depuis 2017. Nous sommes sur un renouveau de la marque Mercedes-Benz qui, très bientôt, change de positionnement en passant du premium au luxe ; et cela plait déjà beaucoup.

En second lieu, il y a un élément qu'on ne peut soustraire de l'équation : notre vision du client chez SGDM. Nous distribuons en effet des véhicules premium, mais nous vendons avant tout du service

au client. Cette performance commerciale se réalise grâce au concours de l'ensemble des collaborateurs évoluant chez Mercedes. Le consommateur et le Guadeloupéen encore plus, se réfugie dans des valeurs sûres, là où il est en sécurité et là où il sait qu'il sera bien traité. Il est en attente de service, d'écoute, de solutions appropriées et d'offres personnalisées. Le client dans le premium est unique, il n'est pas un numéro dans une file d'attente.

Et quels sont les défis aujourd'hui qu'il vous faut relever ?

Depuis 2020, nous avons observé une forte hausse du prix du véhicule à l'achat chez les constructeurs et donc du prix de vente sur le consommateur. En parallèle, il y a eu une forte augmentation des taux d'intérêt, ce qui a rendu plus difficilement accessible l'automobile au consommateur. Nous avons dû trouver des offres de financement susceptibles de convenir à nos clients. Nous avons fortement développé les activités de location avec option d'achat, de crédit-bail, qui permettent de garantir des loyers attractifs et de rester dans une enveloppe budgétaire cohérente.

Quelle stratégie comptez-vous adopter pour conserver votre position de leader ?

Notre objectif est de continuer d'étoffer notre offre de services, selon le rythme donné par la marque Mercedes et développer tous les modèles susceptibles de convenir aux clients Guadeloupéens. Je parle de véhicules thermiques, hybrides, d'une large gamme électrique, qui permettent de répondre à chacune des demandes spécifiques d'un client. De belles surprises sont à venir.

En chiffres

339 est le nombre de véhicules immatriculés par la marque Mercedes-Benz en 2023, sur un total de 1 193 modèles sur le marché premium.

Concession SGDM Mercedes-Benz

Rue Ferdinand Forest, Jarry

97122 Baie-Mahault

0590 60 97 97

Facebook, Instagram : Mercedes-Benz Guadeloupe

www.guadeloupe.mercedes-benz.fr

NOUVEAU GLA



Mercedes-Benz



Vos contacts dédiés pour tout renseignement ou essai :
Johan Lefebvre : johan.lefebvre@gbh.fr , 0690 28 59 85
Thierry Lincertin : thierry.lincertin@gbh.fr , 0690 16 36 50

Hendrick Meynard : hendrick.meynard@gbh.fr, 0690 68 50 22
Steeve Pimpit : steeve.pimpit@gbh.fr, 0690 52 46 20
Jordan Breton, Chef de Groupe : jordan.breton@gbh.fr, 0690 63 71 68



Nouveau GLA | Consommations : 5,3-7,3 l/100 km (cycle combiné WLTP) ; Émissions de CO₂ : 140-165 g/km (cycle combiné WLTP). Les données relatives à la consommation de carburant, d'énergie électrique, les émissions de CO₂ et l'autonomie correspondent aux données de l'ensemble des véhicules de la gamme lors de leur homologation en Allemagne conformément à la réglementation en vigueur. Mercedes-Benz Guadeloupe, Rue Ferdinand Forest à Jarry 97122 Baie-Mahault, Guadeloupe.

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo #SedéplacerMoinsPolluer *Voir conditions en concession.

NOUVELLE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE

— GARDEL ET ALBIOMA,
VERS UN AVENIR ÉNERGÉTIQUE DURABLE

899 kWc
installés

1 913
panneaux
solaires

4 000 m²
de toiture

1 380 MWh
produits/an

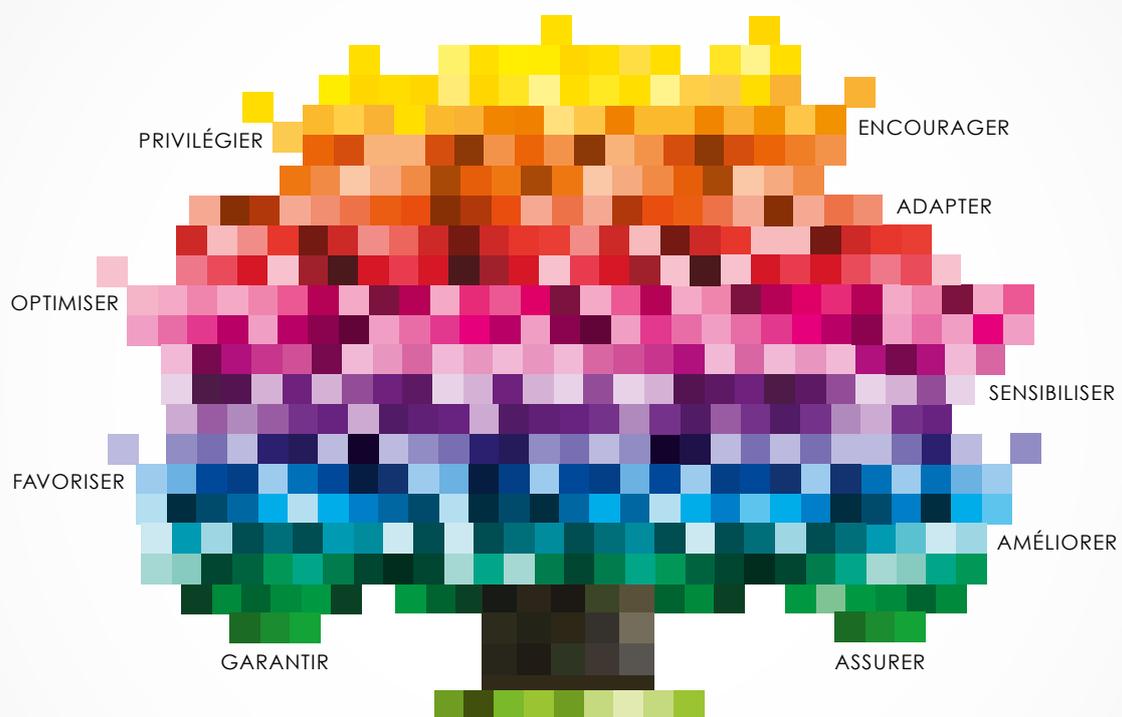


Un pas de plus vers un avenir énergétique durable pour la Guadeloupe

Depuis 1999, ALBIOMA et GARDEL collaborent pour générer 20% de l'électricité de la Guadeloupe grâce à la bagasse. Aujourd'hui, nous franchissons une nouvelle étape avec notre premier projet photovoltaïque qui promet une production annuelle de 1380 MWh, couvrant les besoins annuels de près de 365 habitants.

IMPRIMEUR ENGAGÉ

en faveur du **développement durable**



P R I M

947, rue Henri Becquerel - BP 2174 - 97195 Jarry cedex
tél. **0590 26 72 40** - mail : infos@primsas.com



VERS UNE EXPERTISE AU SERVICE DU CLIENT

Fidèle à son leitmotiv, Loup de Fréminville, directeur général d'**AXA Antilles-Guyane**, a choisi de placer 2024 sous le signe de l'humain. La filiale d'AXA France est en progression constante depuis 13 ans, dynamique que le DG entend poursuivre !

Texte Marie Ozier-Lafontaine - Photo Lou Denim

« Assurer, c'est couvrir un aléa. Notre métier a cela de spécifique qu'on ne vend pas de produit mais du conseil, que l'on doit personnaliser pour chacun de nos clients », affirme Loup de Fréminville. Il en est convaincu, les bons résultats de la filiale d'AXA France sur les 3 territoires Martinique, Guadeloupe et Guyane, reposent sur une stratégie alliant proximité, écoute et expertise. « Nous avons à cœur de placer le client au centre de notre approche, et de partager cette philosophie du métier avec l'ensemble de nos collaborateurs et distributeurs. » Rencontre avec un directeur confiant.

Quelle est votre stratégie pour l'année à venir ?

Loup de Fréminville : Poursuivre celle de 2023 ! Pour être honnête avec vous, je ne suis pas adepte des « grands coups d'éclats », les vrais résultats se mesurent dans la durée. Et je crois que ça nous réussit, puisque nous affichons une croissance constante de chiffre d'affaires de 3 % à 8 % par an sur cette dernière décennie. Nous enregistrons une bonne rentabilité, grâce notamment à la maîtrise de notre sinistralité, de nos arriérés et de nos charges de fonctionnement. Au-delà de notre expertise métier, notre engagement est de toujours prendre le temps d'écouter le client. Ses besoins, son bilan, ses perspectives. Notre but est de le protéger de la manière la plus efficace et adaptée possible. Cela nécessite du temps, de l'analyse, du conseil. Nos clients ne doivent en aucun cas avoir de mauvaise surprise quand le sinistre survient, ils doivent être bien informés et orientés vers les bons produits dès la signature du contrat.

Comment procédez-vous pour que vos équipes adoptent cette philosophie ?

Chez AXA Antilles-Guyane, notre effectif est aujourd'hui constitué de 56 collaborateurs, avec un réseau de distribution de 12 agents généraux, de 2 espaces conseils et de quelques courtiers partenaires. Tous connaissent notre mode opératoire. Nos salariés et nos agents œuvrent main dans la main, dans les branches Dommages et Assurance Vie, pour apporter aux clients la qualité de conseil attendue. Pour maintenir ce niveau de professionnalisme, on insuffle aux équipes le sens du service. On les pousse à se mettre à la place du client, à dialoguer avec lui, à comprendre ses attentes. C'est une des clés du succès selon moi. Tout n'est pas parfait bien sûr, c'est pourquoi nous nous remettons en cause chaque année pour continuer à progresser.

Quels sont les axes de développement du groupe AXA repris à l'échelle régionale ?

Nous nous inscrivons dans les 2 axes majeurs du groupe : accompagner le vieillissement de la population, avec des réponses assurantielles concernant la santé, la prévoyance et la retraite. Prévenir et protéger nos clients contre un risque climatique de plus en plus fort sur nos territoires. Nous renforcerons aussi nos interactions avec nos agents, nos collaborateurs et nos espaces conseils. En poursuivant avec eux notre dynamique d'échanges et de partage sur nos enjeux et nos modes opératoires. Pour mieux nous comprendre et ainsi améliorer notre service client.

Vous affichez aussi la volonté de participer au mouvement de retour au pays....

À notre échelle, nous y avons déjà contribué, en recrutant deux Antillaises expérimentées à des postes non pourvus par de la promotion interne ou non disponibles sur nos marchés. Aujourd'hui, nous avons besoin de jeunes professionnels pour avancer et de ne pas nous reposer sur nos acquis !

Vous comptez aussi poursuivre vos engagements sociétaux ?

Absolument. Nous soutenons des initiatives à travers notre association AXA Atout Cœur, ou en soutenant des associations, comme la Ligue contre le cancer l'année dernière, en participant au Relais pour la Vie. Nous avons aussi mené par le passé des actions en faveur des personnes en situation de handicap, avec l'Arche par exemple. Cette année, nous aimerions soutenir des projets destinés aux jeunes.



Une équipe de direction soudée et déployée sur la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane : Loup de Fréminville (directeur général), Christine Levalois-Magen (directrice service aux clients), Charles-Françoise Valentin (directrice engagement et conformité) et Monette Pancrate (secrétaire générale)



Siège social Axa Antilles Guyane
Centre Dillon Valmenière
Immeuble Briséis
97200 Fort-de-France
0596 595 041
www.axa.fr

Telecom

CONNECTIVITÉ, OUTILS, ÉQUIPEMENTS : FAIRE LES BONS CHOIX EN 2024

À l'heure des vœux et des résolutions de nouvelle année, sur quels niveaux les entreprises peuvent-elles agir, et de manière déterminante, pour leur productivité ? Nous avons rencontré Astrid Dollin, responsable marketing de **Digicel Business**, qui dresse pour nous la feuille de route idéale des entreprises en 2024.

Texte Mathieu Rached - Photo Lou Denim



Astrid Dollin, responsable marketing de Digicel Business

1. RÉUSSIR LE TRAVAIL EN ÉQUIPE

Premier requis, la mise à plat des objectifs et des outils. Chacun peut constater qu'au sein de nombreuses entreprises du territoire, il est encore fréquent qu'une multitude d'outils, de plateformes et de solutions soient employés en parallèle. Cela implique souvent des doublons de fonctionnalités, un risque d'éparpillement, des pertes de données et une difficulté à retrouver, au moment voulu, le document ou l'information souhaités, « sans compter l'écueil des différents mots de passe qui conditionne l'accès à ces nombreux outils », cite Astrid Dollin. « La démultiplication des outils constitue à coup sûr un point faible pour toute entreprise, petite, grande, moyenne », explique-t-elle. « Les outils sont plus performants mais ils ne vont pas forcément rendre les entreprises plus performantes. » C'est le paradoxe, et le piège en quelque sorte, du progrès technologique croissant. Rien de grave, il faut juste revenir aux fondamentaux, que le chef d'entreprise et les chefs d'équipe se demandent de quoi ils ont besoin, que souhaitent-ils faire et avec quelles fonctionnalités ? Communiquer par téléphone, par messagerie instantanée, transférer des documents, signer électroniquement, décliner des modèles de présentation ou bilans,

réaliser des visioconférences, etc. Une fois les besoins identifiés, la solution sera réellement capable d'être définie. « C'est une étape difficile à entreprendre seul », voilà pourquoi votre opérateur peut vous accompagner grâce notamment aux solutions Microsoft 365, dont il est revendeur agréé, et qui comprennent, entre autres, Teams, SharePoint et OneDrive, les logiciels Word, Excel, OneNote, PowerPoint... « Parce qu'ils dépendent d'une plateforme intégrée, ces outils facilitent le partage d'informations, la collaboration sur des projets et l'accès aux documents essentiels en temps réel, avec une synchronisation automatique des données », décrit Astrid Dollin. Tout est plus simple avec une suite cohérente de logiciels, « et, avec un seul mot de passe ».

2. BIEN CHOISIR LES OUTILS

On vient de le voir, si tous les outils grand public ne s'adaptent pas forcément aux usages et besoins des entreprises, d'autres solutions technologiques sont-elles, spécifiquement désignées pour répondre à des besoins de niche. C'est le cas de Digicel 360 Comms, « un système de solutions qui cible tous les métiers d'équipes avec interventions et déploiement sur le terrain », explique Astrid Dollin. Dans le BTP, l'industrie, les transports aéroportuaires et portuaires, les métiers de réseau électrique, etc., cet outil commercialisé par Digicel Business simplifie tous les échanges et étapes qui incombent aux techniciens. « Il va permettre de suivre une intervention, de scanner des documents et de diffuser des procédures, d'organiser une réunion instantanée avec un expert, mais aussi de détecter une chute d'un travailleur isolé, le géolocaliser

et déclencher une alerte. » C'est un système de solutions très complet, développé par un des leaders français sur ce marché. « Lancé fin 2023, le produit peut être proposé en versions d'essai (4 à 6 semaines) pour que les entreprises locales puissent tester la solution et constater leur gain en productivité et en sécurité garanti par l'interface. »

“ L'enjeu est de dimensionner les solutions aux besoins exacts des entreprises ”

3 - PRÉPARER UN PRA

Beaucoup d'entreprises antillaises et guyanaises n'ont pas élaboré de plan de reprise d'activité informatique (PRA). Or, « la dépendance à la technologie entraîne une vulnérabilité aux pannes et aux incidents informatiques, qui génèrent des temps d'arrêt coûteux et perturbateurs », cite la responsable marketing. C'est un sujet majeur de préoccupation pour l'opérateur, dont les équipes ont rédigé et publié un livre blanc afin de guider chaque structure dans sa réflexion, et dans l'élaboration des

solutions à anticiper et à conduire en cas d'incident, de coupure, de sinistre ou de cybermalveillance. « La fiabilité informatique est devenue un pilier essentiel de toute entreprise moderne. On doit pouvoir anticiper toute situation de crise informatique. Nous sensibilisons et accompagnons nos anciens et nos nouveaux clients dans cette démarche. » Sur ce sujet important de la cybersécurité, Digicel Business s'appuie sur les équipes de iDOM Technologies, filiale à 100 % du groupe Digicel, et son équipe d'experts. Le dimensionnement du réseau, la sauvegarde des données, la protection des systèmes d'information et la sensibilisation des salariés aux bonnes conduites à tenir sont quelques points clés d'un PRA.

4 - AVOIR UN RÉSEAU BACKUP

« Chez Digicel Business, on dit que notre approche du marché est “customer centric” », explique Astrid Dollin. « Autrement dit, tout part des besoins et de nos clients, avec un enjeu : dimensionner des solutions pour que la productivité des entreprises ne soit pas entravée, ni par des difficultés technologiques ni par de simples coupures réseau », décrit-elle. « La haute disponibilité de la connectivité en entreprise est le critère n°1 », sans quoi l'entreprise risque d'être confrontée à des interruptions de service qui entraînent, en bout de chaîne, des manquements d'opportunités et des pertes financières. Pour pallier ces événements de perte de connectivité, l'opérateur prévoit une solution de secours, une connexion back up 4G, intégrée à ses offres et activée automatiquement en cas de coupure. La connexion back-up 4G prend le relais en utilisant le réseau de téléphonie mobile 4G. « C'est l'assurance de conserver un haut débit 99,99 % du temps. »

Avec l'ONF, Nestlé Antilles-Guyane a choisi d'apporter son aide sous forme d'une subvention à M. Meloute qui lui permettra d'acquérir 200 jeunes plants de cacao sur une parcelle située à Capesterre-Belle-Eau. Grâce à l'ONF qui assure des missions de gestion, de protection, de conservation et de valorisation du patrimoine naturel forestier, des agriculteurs peuvent bénéficier de parcelles de forêts publiques pour faire de la culture agricole comme la vanille ou le cacao. Ces parcelles leur sont confiées lors d'appels à projet selon un cahier des charges très précis et rigoureux régulièrement contrôlé par les techniciens forestiers. Elles sont par ailleurs sélectionnées selon différents critères afin de maintenir toutes les fonctionnalités de la forêt.



3 questions à Didreau Méloute, agriculteur

Quel type d'agriculture avez-vous mis en place ?

Mon agriculture s'appuie sur les principes de l'agroforesterie et de la permaculture tout en respectant le fonctionnement naturel de la forêt. Je n'utilise aucun intrant chimique, aucun engrais, et je ne travaille qu'avec du petit matériel (type débroussailluse). Je tiens particulièrement à utiliser ce qui est déjà présent sur ma parcelle, pour « boucler la boucle » ; et permettre à la forêt de faire son cycle naturel. Je suis particulièrement attentif à utiliser des techniques de permaculture que ce soit pour lutter contre les événements climatiques (fortes pluies) mais aussi contre les ravageurs (type fourmi manioc).

Que cultivez-vous ?

Je cultive essentiellement de la vanille, dont les premières gousses seront récoltées cette année après 3 ans d'attente ! Les cacaoyers produiront d'ici 4 ans. Mes parcelles ont également une grande variété de fleurs tropicales. En cycle court, j'ai planté des bananiers qui servent d'arbres de couverture pour abriter du soleil les cacaoyers.

Comment comptez-vous écouler votre production ?

Transformer et vendre. Les fleurs coupées sont vendues aux pépiniéristes et sur les marchés. Je prévois de transformer et de commercialiser moi-même le cacao sous forme de beurre de cacao, la vanille sous forme de gousses noires.



Après un bac professionnel agricole, Didreau Méloute a travaillé pendant 7 ans dans un abattoir de volaille. En 2018, il suit la formation POEC Agroforesterie tropicale. La découverte de l'agroforesterie provoque en lui un véritable déclic et le début d'une grande passion. À la fin de la formation en 2019, il acquiert 1 ha de concession ONF à Petit-Bourg, pour commencer une culture de vanille et vanillon en culture principale, avec exploitation de cacaoyers, muscadiers, fleurs, sève de bois d'encens, bois d'Inde et cannelle. En 2021, il acquiert une seconde concession ONF de 2,44 ha à Capesterre-Belle-Eau.

En achetant nos produits, vous participez vous aussi à cet engagement.

leClub Nestlé
antillesguyane.fr

PORTRAITS

ELLES font la **GUADELOUPE**

HORS-SÉRIE
BY
EW'AG

MARS 2024

numéro 2

Mobilité

LA LOCATION AU BOUT DES DOIGTS

Oubliez tout ce que vous savez de la location de voiture traditionnelle. Plus d'attente, de navette, ni de contraintes horaires ou administratives. Le téléphone devient la clé de votre voiture de location avec l'app **READY by Europcar Antilles-Guyane**. Explications.

Texte Sandrine Chopot - Photo Lou Denim



Luana Lima, directrice des ventes Europcar Guadeloupe

L'application **READY by Europcar** est déjà disponible en Martinique, Guadeloupe et Guyane. Sa vocation : améliorer et simplifier l'expérience client. Le principe ? « Le client réalise toutes les étapes de la location avec son smartphone, en toute autonomie : depuis la réservation jusqu'au démarrage du véhicule. Aujourd'hui, ce nouveau service permet principalement de récupérer un

véhicule sur le parking de l'aéroport, mais nous souhaitons l'étendre rapidement aux hôtels et aux différents sites touristiques », nous explique un responsable Europcar Antilles-Guyane.

UN SERVICE SIMPLE ET INTUITIF

En voyage d'affaires ou de loisirs aux Antilles-Guyane, nombreux sont ceux qui souhaitent récupérer au plus vite leur véhicule de location. Avec **READY**, ils peuvent le réserver 24h/24 et 7j/7, en toute sécurité. Pour ce faire, deux options : via le site internet ready-by-europcar.com ou l'application gratuite disponible sur AppStore et PlayStore. Simple et rapide, il suffit de choisir une station de départ, ses dates de voyage, un modèle de véhicule (Renault Clio, Captur, ou Kadjar), et ses options. Pour les professionnels, un compte entreprise leur est spécialement dédié. Il ne reste plus qu'à finaliser la réservation, toujours depuis son smartphone : création d'un compte avec son adresse email, photo de la pièce d'identité et du permis de conduire. « Tout-en-un, l'application permet ensuite de gérer le véhicule loué : géolocalisation, état des lieux, ouverture et démarrage. Tout se fait par Bluetooth et 4G ! 48h avant la prise du véhicule, la caution est bloquée : le service est totalement

sécurisé » précise-t-elle. En panne de batterie ? Disponible dans chaque véhicule, un badge d'accès permet d'ouvrir et de fermer les portes. Les agences physiques Europcar restent disponibles à tout moment en cas de besoin.

UNE INNOVATION AUX ANTILLES-GUYANE

Si ce concept de location en libre-service est largement plébiscité dans le monde, il est bien moins répandu sous nos latitudes. « Pourtant, les contraintes de nos territoires sont réelles. Les agences de location sont souvent situées en périphérie des aéroports. Les vols pour les Antilles ou la Guyane peuvent atterrir en dehors de leurs horaires d'ouverture (7h-21h), ce qui est source de frais et de stress pour nos clients. Notre volonté est de leur simplifier la vie ! » Aujourd'hui, la technologie est clairement démontrée, Europcar se donne pour mission de réussir à la démocratiser aux Antilles Guyane avec le soutien de ses clients locaux et des touristes. « Les Antilles-Guyane sont un foyer d'innovation, **READY by Europcar** en est la preuve », conclut un responsable Europcar.

“Ready by Europcar” disponible sur Apple store et Google Play

Découvrez
Ready
en vidéo



Europcar Martinique : 05 96 42 42 42 / contact@europcar-martinique.com
 Europcar Guadeloupe : 05 90 93 18 15 / Reservation.Europcar@gbh.fr
 Europcar Guyane : 05 94 35 18 27 / contact@europcar-guyane.com

READY

BY EUROPCAR ANTILLES-GUYANE

Location en libre-service

VOTRE CLÉ !



Zéro attente



Accès 24h/24



Sécurité



ESSAYEZ-MOI



GUADELOUPE



MARTINIQUE



GUYANE

SALAIRES

Comme chaque début d'année, le salaire minimum (SMIC) fait l'objet d'une revalorisation. En 2024, il augmente de 15 euros nets par mois, soit une augmentation de 1,13 % pour atteindre, pour un temps plein, 1 398,69 euros net. En 2023, la France comptait plus de 17 % de salariés rémunérés au Smic, soit 3,1 millions de personnes. La majorité d'entre elles sont des femmes dont une grande partie travaillent à temps partiel.

Bonne nouvelle pour le personnel hospitalier : leur indemnisation du travail de nuit sera majorée de 25 %. L'indemnité forfaitaire pour travail les dimanches et jours fériés passe de 44,89 euros à 60 euros.

Les montant des jours indemnisés dans le cadre du compte épargne-temps (CET) sont en hausse pour les salariés de la fonction publique.

EMPLOI

Pôle emploi devient France Travail ! Objectif de cette mesure phare de la loi pour le plein emploi : passer de 7,1 à 5 % de chômeurs d'ici à 2027. En regroupant France Travail, l'État, les collectivités locales, les missions locales et Cap emploi, le gouvernement veut créer un « réseau pour l'emploi » afin de simplifier et accélérer procédures et mesures d'accompagnement. L'autre enjeu est d'aider les entreprises, notamment les TPE*, à recruter dans chaque bassin d'emploi.

L'inscription généralisée à France Travail pour toutes les personnes sans emploi (dont les personnes touchant le RSA revenu de solidarité active) devrait être appliquée en 2025. Elle prévoit un contrat d'engagement avec, entre autres, une obligation d'au moins 15 heures d'activité dédiées à leur insertion par semaine (formation, stage, immersion, etc.).

STAGE

L'augmentation est symbolique mais elle a le mérite d'exister. La rémunération minimum légale des stagiaires en entreprise est revalorisée de 30 centimes par heure, soit de 4,05 à 4,35 euros.

*Emploi,
salaires,
droits :*

CE QUI NOUS ATTEND EN 2024

Chaque début d'année rime avec nouveautés en matière de lois. Le monde du travail ne fait évidemment pas exception. Tour d'horizon avec les principaux changements de 2024.

Texte Sarah Balay

SÉCURITÉ SOCIALE

Pour la 2^e année consécutive le plafond de la sécurité sociale progresse : de 6,9 % en 2023 et de 5,4 % en 2024. Un bonus pour les salariés et les allocataires car cette revalorisation entraîne dans son sillage certaines prestations sociales l'utilisant comme base de calcul : indemnités journalières pour maladie, accident du travail ou maternité, pensions d'invalidité, etc.

ARRÊT MALADIE

En permettant un arrêt maladie sans jour de carence, l'État prend (enfin) en compte les effets psychiques et physiques d'une interruption spontanée de grossesse (fausse couche). 200 000 femmes seraient concernées chaque année en France.

HANDICAP

L'orientation en milieu ordinaire de travail (entreprise) devient un droit universel. Chacun sera présumé pouvoir travailler en milieu ordinaire quel que soit son handicap. Les jeunes de 15 à 20 ans ayant déjà un dossier à la MDPH (allocation d'éducation de l'enfant handicapé, plan personnalisé de scolarisation) pourront bénéficier des droits et dispositifs emplois ouverts aux personnes handicapées sans faire de dossier de demande RQTH (reconnaisances de qualité de travailleur handicapé).

Les personnes handicapées travaillant dans les ESAT, établissements et services d'accompagnement par le travail pourront bénéficier de nouveaux droits comme adhérer à un syndicat et faire grève. La loi prévoit aussi l'attribution de titres-restaurants, de chèques-vacances, d'une complémentaire santé et la prise en charge par l'employeur des frais de transport vers le lieu de travail.

IMPÔTS

Revalorisation du barème des impôts avec double effet : empêcher les foyers ayant augmenté leurs revenus de passer dans la tranche supérieure et baisser les impôts de ceux qui n'ont pas gagné plus en 2023.

FORMATION

1,1 million d'euros, c'est le montant d'un nouveau plan de financement de la formation des demandeurs d'emploi. Objectif : augmenter le nombre de places déjà financées par les régions. Fini la priorité à ceux qui n'ont pas le bac, tous les demandeurs d'emploi de plus de 55 ans ou reconnus travailleurs handicapés ou allocataires du RSA qui en ont besoin pourront se former. Sont aussi concernés les jeunes en décrochage universitaire et les demandeurs d'emploi en parcours d'insertion.

*TPE : très petite entreprise

Profession CHEF D'ENTREPRISE

« SAUTER DANS L'INCONNU SANS CORDE DE RAPPEL »

Dans notre série sur les chefs d'entreprise, nous plongeons cette fois dans l'univers d'Olivier Bajard, directeur général de la Société immobilière de Guadeloupe.

Texte Yva Gelin – Photo Jean-Albert Coopmann

Que signifie pour vous le fait d'être chef d'entreprise ?

Un chef d'entreprise est responsable de tout, il faut donc aimer le risque. Aussi, au-delà de l'envie de réussir, ce sont beaucoup de situations professionnelles moins confortables et on ne se rend pas tout le temps compte de tous ceux qui ont échoué avant nous.

Malgré les risques que cela signifiait, qu'est-ce qui vous a donné envie de sauter le pas ?

C'est souvent l'attrait de l'activité qu'on a envie de mener. Par exemple, pour moi, le logement social, j'ai trouvé ça immédiatement passionnant. J'avais 20 ans de vie professionnelle et ce qui m'intéressait, c'était comment on arrive à changer la vie des gens en mieux.

Comment gérez-vous le fait de diriger ?

Déjà, ça ne se passe jamais bien avec tout le monde. L'enjeu est de développer l'entreprise tout en réglant les problèmes internes. Le véritable sujet, je pense, quand on dirige un certain nombre de personnes, c'est de considérer que votre intelligence a autant de valeur que celle des autres.

Est-ce qu'il y a un avant et un après ?

Oui ! Avant je travaillais beaucoup et je dormais bien. Maintenant je travaille beaucoup et je dors moins bien ! (Rires)

Quelle est l'idée reçue qui vous agace ?

La croyance que les chefs d'entreprises ont la belle vie, et l'image de la tour d'ivoire. Un bon chef d'entreprise est celui qui accompagne dans la prise de responsabilité et sait ce qui se passe.

Qui sont les personnes qui vous ont inspiré ?

Je citerais Steve Jobs et le discours de Stanford en 2005, où il rappelle l'importance de ne jamais rien prendre pour acquis, de ne pas hésiter à sortir du cadre. « Stay foolish, stay stupid. » Il y a aussi les derniers patrons que j'ai eu, toutes des femmes. En tant que dirigeantes, j'ai beaucoup apprécié un niveau d'exigence élevé allié à un niveau d'empathie tout aussi élevé. C'est-à-dire la capacité à faire avancer les gens avec une douceur absolue parce que le respect est là. C'est très féminin je pense et c'est une qualité précieuse pour un chef d'entreprise.



Tri des biodéchets à la source : **CE QUI CHANGE POUR LES PARTICULIERS ET LES ENTREPRISES**

Depuis le 1er janvier 2024, le tri à la source des biodéchets est généralisé et concerne tous les professionnels et particuliers. Ainsi, tout le monde devient concerné par cette obligation définie dans la loi anti gaspillage de 2020. Explications.

Texte Yva Gelin

« Une
nouvelle
matière
première
réutilisable
pour la
fertilité des
sols »

Qu'est-ce qu'un biodéchet ?

Un biodéchet, c'est tout ce qui s'apparente aux déchets verts, comme la tonte de pelouse, les feuilles mortes, les brindilles, et autres déchets issus de l'abattage et de l'élagage, et aux déchets alimentaires comme les restes de repas, les épluchures ou encore le marc de café. Est biodéchet, tout ce qui est déchet dit organique. Aujourd'hui, cette catégorie de déchets représente un tiers des déchets non triés des français et jusqu'à présent, ces derniers étaient soit incinérés soit destinés à l'enfouissement.



Que dit la nouvelle loi ?

Concrètement, au-delà de la volonté d'inclure le plus grand nombre dans cette logique de tri, le tout premier niveau d'action concerne les collectivités avec l'obligation de proposer à la population des solutions de traitements ou de récupération des biodéchets. Le fait que la loi précise un tri dit « à la source » indique que celui-ci doit se faire avant que les biodéchets ne soient mélangés aux ordures ménagères résiduelles (OMR). Le tri « à la source » est finalement un terme utilisé afin de le différencier du tri effectué par les usines de tri mécano-biologique (TMB) qui prennent en charge le tri des déchets mélangés entre eux.

Pourquoi les trier à part ?

Un biodéchet est valorisable dans la mesure où, par un processus de transformation naturelle, il devient une nouvelle matière première réutilisable pour la fertilité des sols. Ce processus, le compostage, permet d'obtenir un engrais particulièrement riche, le compost. Se crée alors un cercle vertueux, dans lequel des déchets organiques servent au bon développement de nouveaux végétaux en enrichissant le sol.

Quelles options pour le tri à la source ?

Quatre options principales permettent de trier à la source les biodéchets. La première est sur le même principe de tri qu'une poubelle jaune dans laquelle chacun place ces déchets plastique et carton. En fonction des territoires, ces poubelles ont le couvercle soit marron, jaune ou violet. Il est d'autre part possible, comme pour les bornes de tri de verre, de mettre à disposition une borne de récupération de biodéchets. Une troisième option donne la possibilité de mettre en place un composteur partagé, et enfin le tri à la source peut se faire directement au domicile en installant un composteur individuel.

Une sanction est-elle prévue en cas de non tri des biodéchets ?

L'obligation concerne les particuliers mais ne s'applique pas directement à eux. En revanche, elle s'applique aux collectivités locales qui sont, elles, responsables de fournir des solutions de tri et de valorisation et d'en informer la population. Aucune sanction n'est prévue en cas de non-respect de la loi.



Top 3

des acteurs qui ont parlé des biodéchets dans nos magazines

GUADELOUPE

Une seule et unique entreprise se propose de prendre en charge et de valoriser les biodéchets des entreprises. **TRIONS : UN DISPOSITIF UNIQUE DE TRAITEMENT BIODÉCHETS.**



GUADELOUPE

Les entreprises peuvent être accompagnées par la CCI IG afin de comprendre comment mieux gérer leur biodéchets en conformité avec la réglementation, mais aussi comment en faire une opportunité pour réaliser des économies. Détails de ce dispositif gratuit dans : **COMMENT GÉRER ET VALORISER LES BIODÉCHETS EN ENTREPRISE ?**



MARTINIQUE

La CACEM en sa qualité de collectivité donne l'opportunité aux particuliers d'obtenir un composteur individuel. Descriptif du dispositif dans cet article : **DEMANDEZ UN COMPOSTEUR À LA CACEM, RÉDUISEZ VOS DÉCHETS ORGANIQUES.**



Pour être accompagnées financièrement dans leur transition écologique, les collectivités peuvent faire appel au fonds vert, le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires.

EN MODE ACTION

Entre besoin d'hyper-convergence et gestion de l'intégration informatique, la société **Querylog** offre son éclairage sur les applications SaaS (Software as a Service). Rencontre avec Thierry Gengoul, son propriétaire.

Texte Alix Delmas - Photo Lou Denim

Quels sont les principaux avantages d'une application SaaS par rapport aux solutions traditionnelles sur site ?

Une application SaaS (Software as a Service) comme son nom l'indique permet l'installation de logiciels sur des serveurs distants mis à disposition du client. Son principal avantage est le partage des coûts de déploiement entre plusieurs entreprises. Ainsi Querylog réalise les investissements matériels et logiciels, gère le parc informatique et les mises à jour logicielles, notamment par des partenariats avec HP, RedHat, Microsoft, BitDefender, Veeam (Sauvegarde), Infinéo (Intelligence commerciale) ainsi que la fonction support.

En quoi les applications SaaS offrent-elles une meilleure scalabilité et une gestion des ressources plus efficace ?

C'est une question de moyens et de technologie : pour nos solutions SaaS, nous possédons actuellement 10 serveurs biprocesseurs avec un total de 160 cœurs/320 threads disponibles, 4To de mémoire et plus de 200To de disques ultra-rapides. Nous renforçons continuellement nos capacités avec un serveur supplémentaire chaque trimestre.

Comment les applications SaaS gèrent-elles les préoccupations en matière de sécurité et de conformité, et particulièrement les données sensibles ?

L'architecture de Querylog est redondante et protégée par plusieurs routeurs « pare-feu ». Les serveurs et machines virtuels sont protégés par Bitdefender. De plus, nous respectons strictement le RGPD* ce qui signifie que seuls les mandataires sociaux peuvent demander un accès aux données. J'insiste sur ce point : cette règle ne souffre aucune exception.

Pourquoi la haute disponibilité est-elle essentielle et comment cela affecte-t-il l'expérience utilisateur ?

Cette question est en lien directe avec la précédente. La haute disponibilité permet un accès aux données même en cas de panne d'un serveur. Notre infrastructure fonctionne en mode Actif/Passif. Les

machines virtuelles actives (Maitre) sont liées à une machine virtuelle passive (Réplica) permettant la continuité du service en cas de panne matériel du Maitre.

Quels sont les besoins actuels des entreprises locales en matière de sauvegarde de données ?

Aujourd'hui, les entreprises se contentent de sauvegarder leurs serveurs sans plan de reprise en cas de problème (telle une cyber-attaque suivie d'une demande de rançon). Querylog propose un service de DRaaS (Disaster Recovery As a Service). Concrètement, lorsque nous sauvegardons un serveur, nous pouvons proposer à notre client la remontée de son serveur dans une machine virtuelle, lui permettant ainsi un retour rapide en activité et prendre le temps de résoudre correctement la crise en cours.

En guise de conclusion, pouvez-vous nous expliquer comment l'intégration des applications SaaS, de la haute disponibilité et de la virtualisation transforment-t-elles le paysage informatique actuel ?

Le SaaS permet une mise à disposition des nouvelles technologies aux acteurs économiques beaucoup plus rapide. L'entreprise n'a plus à gérer l'intégration informatique qui généralement n'est pas son cœur de métier. Un exemple actuel est l'intégration de l'intelligence artificielle. Nous travaillons actuellement aux tests de différents fournisseurs afin d'offrir un service clé en main à nos utilisateurs.

*RGPD : Règlement général sur la protection des données

LEXIQUE

Hyper-convergence : consiste à combiner calcul, stockage et mise en réseau dans un système unique.

Scalabilité : mot très utilisé pour indiquer à quel point un système hardware ou logiciel parvient à répondre à une demande grandissante de la part des utilisateurs (de plus en plus de requêtes). Il s'agit d'une capacité de montée en charge.

Sources : le monde informatique et le dictionnaire des développeurs



Qu'est-ce que Querylog ?

Querylog est un operateur SaaS fournissant de la virtualisation, des applications de gestion commerciale, de logistique, et de sauvegarde de données tout cela en Haute disponibilité (HA).

Thierry Gengoul, propriétaire de Querylog

QueryLog

QUERYLOG
contact@querylog.fr
0690 32 99 02

Boîte à outils

Chaque mois, une sélection d'outils pratiques pour améliorer votre productivité, rester au fait des dernières tendances et même repenser le travail.

Texte Axelle Dorville

#bien-être

La nature en entreprise

Selon de nombreuses études, le contact avec la nature influencerait positivement la productivité et le bien-être au travail. Cet ouvrage fournit des conseils pratiques aux entreprises pour tirer parti de ce pouvoir de la nature, de la végétalisation des bureaux à l'immersion dans la nature.

L'entreprise à ciel ouvert,
Jean-Marc Hardy. Ed. Gereso.

#speechtotext

Retranscrire vos vocaux

Les notes vocales, c'est bien pour enregistrer des échanges ou des réflexions personnelles. Il peut cependant être plus laborieux de s'en resservir que des notes écrites. Pour pallier cette difficulté, Talk Notes permet, grâce à l'IA, de transcrire automatiquement vos notes vocales, de les nettoyer et de les mettre en forme.

<https://talknotes.io/>

#futurdu travail

Regards croisés

L'avènement de l'IA ne serait-il pas l'occasion de revaloriser les métiers non-automatisables en pénurie de main-d'œuvre ? Comment mieux négocier sa rémunération ? Quelle est la valeur sociale des vacances ? Quelle est la place des congés dans le travail ? Autant de réponses auxquelles répondent les deux hôtes du nouveau podcast Work buddies.

Work buddies, sur Spotify et Deezer

#télétravail

Optimiser le travail en ligne

Autorisé de façon exceptionnelle ou pratiqué de 2 à 3 fois par semaine, le télétravail s'est définitivement fait une place dans nos vies professionnelles, avec ses avantages et ses difficultés. Rester efficace, maintenir la cohésion d'équipe, maîtriser la communication à distance, préserver un équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle sont autant de sujets que les kits pratiques développés par Dropbox permettent de mieux appréhender.

<https://experience.dropbox.com/fr-fr/virtual-first-toolkit>





ewag.fr



GuyaMag KaruMag MadinMag SoualiMag

Désormais, retrouvez toute
l'actualité de vos magazines
sur un seul compte

EW'AG



10.328 views

Ewag.fr Retrouvez toute l'actualité de vos territoires [#mediapositif](#)

[View all 328 comments](#)

5 DAYS AGO

R
E
S
S
O
U
R
C
E



À LA
RECHERCHE
DE
L'EXCELLENCE



SOMMAIRE

44 La recherche aux Antilles-Guyane en **pole position** ?

48 **Recherche et développement** : quels partenariats entre les entreprises locales et les labos ?

51 **Portrait** : ces chercheurs emblématiques des Antilles-Guyane

54 **Banc d'essai** : on a comparé les programmes d'échange étudiants

56 **La relève** : zoom sur les thèses et doctorants Antillo-Guyanais

Recherche d'excellence :

Les Antilles-Guyane *en pole position ?*

Espaces d'expérimentation remarquables, laboratoires à ciel ouvert, les Antilles-Guyane ont, depuis longtemps, fait preuve d'audace en matière de recherche. Un positionnement que les défis environnementaux actuels ne font que renforcer, plaçant l'excellence au cœur de nos territoires.

Texte Sarah Balay - Photo Jean-Albert Coopmann

Fin octobre 2023, le monde de la recherche antillaise est en ébullition. Il faut dire que l'événement est historique. Pour la première fois, l'université des Antilles (UA) entre dans le palmarès du prestigieux classement international de Shanghai. Distinguée dans le domaine de l'écologie, l'UA figure désormais parmi les 84 établissements de l'enseignement supérieur français reconnus pour leur dynamisme et leur niveau d'excellence. Une belle reconnaissance qui salue « un pas majeur franchi par les chercheurs de l'UA et par la nouvelle gouvernance », selon le Pr. Pascal Saffache, directeur du laboratoire AIHP-GEODE Caraïbe de l'université des Antilles. Bien que les Antilles aient toujours occupé une place particulière en tant qu'espaces d'expérimentations d'un point de vue institutionnel et scientifique, une nouvelle impulsion semble bien se dessiner. « Plusieurs facteurs entrent en jeu », poursuit le Pr. Pascal Saffache. « Les chercheurs sont recrutés sur la base exclusive de leurs travaux (les commissions de recrutement sont d'ailleurs de plus en plus exigeantes), les moyens financiers ont progressé – même si nous aimerions disposer d'encore plus de moyens – et les collaborations avec des institutions étrangères sont aujourd'hui plébiscitées ».

Pour autant, l'écosystème de la recherche Antilles-Guyane ne ressemble pas à celui de l'Hexagone qui compte plus d'une centaine de laboratoires d'excellence dits "labEx". Constitués d'équipes appartenant à des unités de recherche à l'excellence reconnue, ils sont le plus souvent mixtes entre universités et organismes de



Pascal Saffache directeur du laboratoire AIHP-GEODE Caraïbe de l'université des Antilles et Colette Medouze (UR6-IAHP-Geode)

recherche nationaux. À ce jour, nos territoires en comptent deux : le CEBA et le DRIIHM. Ils complètent, sur place, les représentations d'organismes de recherche français, les UMR (unité mixte de recherche qui prévoit un contrat de 5 ans avec au moins deux tutelles, universités et organismes de recherche, qui fournit moyens et personnels) et les unités de recherche (UR) rattachées à l'université.



Jean-Raphaël Gros-Désormeaux, chercheur, représentant du CNRS, directeur de l'UMR PHEEAC (ex LC2S)

Écosystème propice au labEx ?

Sous nos latitudes, les sujets de recherche sont multiples : l'environnement sous l'angle de la biodiversité et du changement climatique ; la gestion des risques naturels majeurs ; la santé en milieu tropical et le post-esclavage. « La logique de territorialisation prédomine aujourd'hui », complète Jean-Raphaël Gros-Désormeaux, chercheur, représentant du CNRS, directeur de l'UMR PHEEAC (ex LC2S) et membre du comité de direction et du conseil scientifique du CEBA. « La recherche se construit sur les territoires en lien avec les besoins des territoires et pas seulement de manière descendante en lien avec les enjeux nationaux ». Il faut toutefois différencier la Guyane et les Antilles. « La Guyane

Définition

Un LabEx, c'est quoi ?

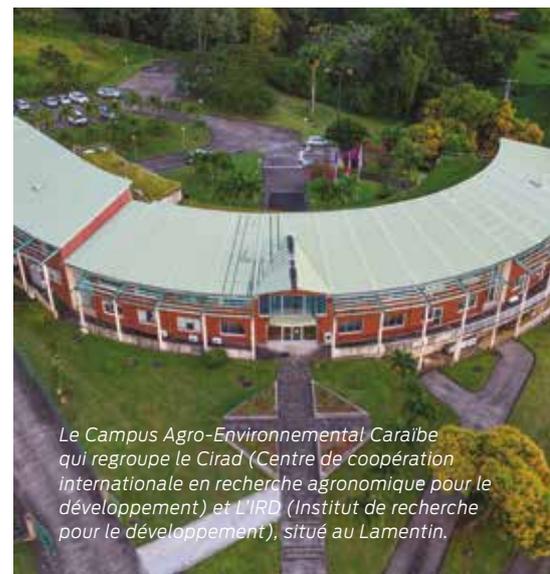
LabEx est un mot-valise fabriqué à partir de la contraction de « laboratoire d'excellence ». Les premiers « super labos » français apparaissent suite à l'appel à projets lancés en 2010 dans le cadre du programme d'investissement d'avenir (PIA). Doté d'une enveloppe globale de 35 milliards d'euros (12 milliards supplémentaires en 2014), ce dispositif entend favoriser l'innovation et la compétitivité française dans des domaines spécifiques.

est un spot unique en matière de recherche et de biodiversité », poursuit Jean-Raphaël Gros-Désormeaux. « C'est là-bas que se trouve la plus forte implantation et visibilité du CNRS, véritable locomotive, sans compter tous les autres grands organismes de recherche. Cette structuration et cet écosystème sont propices à la mise en place d'un labEx. A contrario, la Guadeloupe et la Martinique sont deux territoires avec des dynamiques pas toujours convergentes et des collectivités qui ont leur propre logique. Une configuration, pilotée et animée par l'université sur deux territoires, est plus contraignante dans le cadre d'un labEx. Mais cela ne veut pas dire que l'excellence n'est pas présente, bien au contraire ».

Vers un site pilote et d'excellence aux Antilles

L'appellation labEx pourrait toutefois bientôt disparaître puisque le dispositif s'achève d'ici à 2025. Il faut désormais parler de PEPR, programmes et équipements de recherche. Un nouveau programme et un nouvel acronyme avec le même objectif : construire et/ou consolider le leadership français. Une opportunité dont la recherche antillaise aimerait se saisir. En effet,

le contexte actuel de dérèglement climatique, au-delà de son aspect tragique, est un élément moteur pour nos territoires micro-insulaires. « Tous les phénomènes physiques qui s'y passent se déroulent sur des surfaces restreintes, donc dans des temporalités très réduites », avance le Pr. Pascal Saffache. « Nous pouvons donc observer des processus d'érosion et de dégradation sur quelques semaines, contre plusieurs années sur de plus vastes territoires. Nous pouvons ainsi servir de modèle en testant des solutions potentielles. L'objectif est de faire de cette contrainte une opportunité majeure, pour obtenir des financements et établir des collaborations internationales ». Une ambition partagée par Jean-Raphaël Gros-Désormeaux qui mise sur un PEPR aux Antilles d'ici à 2026. « La dernière feuille de route Outre-Mer du CNRS évoque la mise en place d'une pépinière interdisciplinaire (co-dirigée par l'UA et le CNRS) pour tendre vers un site pilote et d'excellence. Nous avons le personnel et les compétences, il nous manque un consensus sur l'animation et les sujets à prioriser. L'un des grands enjeux sur lequel nous sommes attendus, c'est le continuum terre-mer, avec implications socio-économiques et culturelles, qui couvre toutes les problématiques actuelles : risques climatiques (forte pluviométrie, glissement de terrain), sargasses, pollution, conservations de la nature, agricultures (changements de pratique) ». Une démarche qui pourrait intéresser l'ensemble des îles volcaniques des petites Antilles. À suivre.



Le Campus Agro-Environnemental Caraïbe qui regroupe le Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) et l'IRD (Institut de recherche pour le développement), situé au Lamentin.

Zoom

sur deux labos de pointe

L'étude de l'espace Caraïbe-Amérique au PHEEAC* (pouvoirs, histoire, esclavage, environnement, Atlantique, Caraïbe).

Implanté au départ en Guadeloupe et en Martinique, le laboratoire caribéen de sciences sociales (LC2S) est une très ancienne UMR (unité mixte de recherche). Fondée en 1982, LC2S s'associe au CNRS en 1988 qui devient sa tutelle principale avec l'UA, université des Antilles (anciennement UAG, université des Antilles et de la Guyane).

Sa configuration a progressivement évolué. Dirigée par Jean-Raphaël Gros-Désormeaux, l'UMR compte aujourd'hui 3 implantations : le centre administratif basé en Martinique, un satellite en Guadeloupe, le CAGI (centre d'analyse géopolitique et international dirigé par Fred Réno) et un autre à Paris sur le campus Condorcet, le CIRESC (centre international de recherche sur les esclavages et post-esclavage dirigé par Myriam Cottias). Depuis le 1er janvier, LC2S a élargi son périmètre de recherche et changé d'acronyme en devenant le PHEEAC, pouvoirs, histoire, esclavage, environnement,

Atlantique, Caraïbe. L'unité regroupe une trentaine d'enseignants-chercheurs de l'UA appuyés par 5 chercheurs et 3 ingénieurs et personnels techniques de la recherche du CNRS.

Le PHEEAC développe des recherches en sciences sociales pour répondre aux questionnements sociopolitiques du post-esclavage et aux défis posés par le changement climatique. « L'enjeu est de produire des réponses et de s'adapter à tout ce que nous risquons de vivre avec le changement climatique », précise le directeur. « Pour résoudre ces enjeux de pouvoir et abolir tout rapport de domination, nous développons l'interdisciplinarité en intégrant toutes les formes de savoirs (scientifiques, institutionnels, expérientiels). L'objectif vise à lever les verrous et les limites, entre le local et le national, dans ce contexte post-esclavagiste ». Parmi les récents projets figure le projet CESAR qui porte sur la gestion de crise liée aux échouages d'algues sargasses. « Nous avons fait dialoguer prévisionnistes, juristes, politiques, économistes et biologistes », poursuit Jean-Raphaël Gros-Desormeaux. « Parmi les conclusions figurent le consentement des entreprises à donner du temps (et non de l'argent) pour le nettoyage des plages. L'unité temps est donc, à ce jour, pertinente pour aborder cette question ». *anciennement LC2S.

Le réchauffement climatique à travers la géographie à l'AIHP- GEODE Caraïbe (archéologie industrielle, histoire, patrimoine/ Géographie- développement environnement de la Caraïbe)

Basé aux Antilles, le laboratoire AIHP-GEODE Caraïbe (archéologie industrielle, histoire, patrimoine/ Géographie-développement environnement de la Caraïbe) est une ancienne unité de recherche (UR), âgée de près de 30 ans, dédiée à l'histoire, la géographie, l'environnement et à l'aménagement de l'espace.

En juillet 2022, date du dernier changement de gouvernance, le laboratoire centre l'essentiel de ses recherches sur les dynamiques territoriales caribéennes. Il compte huit enseignants chercheurs, une quinzaine de chercheurs associés (tous docteurs), une vingtaine de doctorants et un administratif. « Depuis mon arrivée, nos travaux de recherche sont focalisés sur l'impact du changement climatique sur les marges côtières antillaises et les conséquences que cela a en matière touristique, logistique et plus globalement d'aménagement ; l'approche historique des territoires est aussi au cœur de

nos réflexions », explique le Pr. Pascal Saffache, directeur du laboratoire. « Nous travaillons également à monter un véritable observatoire de la Caraïbe à partir d'une banque de données cartographiques ».

Il s'agit de produire des cartes sur l'activité touristique, démographique, la gestion et l'évolution du trait de côte, la montée du niveau des eaux, les flux de population, etc. « Tout ceci est collecté dans une base de données destinée à guider les décideurs antillais et plus largement caribéens », poursuit le Pr. Saffache. « Parmi nos projections figurent la démonstration que d'ici la fin de ce siècle la Martinique perdrait entre 5 et 7 % de sa superficie ».

Grâce à ses deux masters (Histoire, civilisation et patrimoine / Diagnostic territorial et gestion des espaces insulaires), le laboratoire attire des étudiants et doctorants des quatre coins du monde (Haïti, Algérie, Sainte-Lucie, Sénégal, Cameroun, Djibouti...) et collabore de plus en plus avec le Brésil et l'université des West Indies. « L'idée, c'est de faire de la Caraïbe un véritable laboratoire d'étude, un véritable modèle, pour ensuite exporter ce que nous avons mis en lumière ». Le Pr. Pascal Saffache a également porté la voix des petits États insulaires de la Caraïbe lors de quatre COP (conférence internationale de lutte contre le dérèglement climatique).

*anciennement LC2S.

LES DEUX *LabEx* DES ANTILLES-GUYANE

Le CEBA, centre d'étude de la biodiversité amazonienne (Guyane)

Grâce à la forêt amazonienne, la Guyane est devenue un eldorado pour l'étude de la diversité et la recherche d'excellence. Lancé fin mars 2011, le Ceba n'est pas un laboratoire physique à proprement parler. Il se définit plutôt comme « un réseau d'équipes de recherche françaises internationalement reconnues étudiant la biodiversité en Amazonie. Onze équipes scientifiques au total sont réparties entre la Guyane, l'Hexagone et les Antilles, soit une centaine de personnes mobilisées. On y compte, entre autres, l'UA (via le PHEEAC), le CNRS, l'Institut Pasteur, l'IRD etc. Des collaborations avec l'étranger sont courantes comme avec l'université fédérale du Para au Brésil.

Chacune des équipes met une partie de ses moyens humains dans le cadre de différents projets. Certains chercheurs sont basés en Guyane, d'autres s'y rendent seulement pour récolter des données.

Les thèmes de recherche sont : bio découverte, génétique et génomique écologique de l'adaptation ; biodiversité et santé publique ; processus écosystémique et biodiversité ; modélisation de la biodiversité dans l'espace et dans le temps, services offerts par la biodiversité.

LabEx DRIIHM, dispositif de recherche interdisciplinaire sur les interactions Hommes-Milieux

Créée en 2007, le labEx DRIIHM, piloté par le CNRS, n'est pas un labEx structurant directement impulsé par les Antilles-Guyane. C'est un modèle national implanté dans les territoires. Il compte plus de 1 400 personnels de recherche dont 300 étrangers issus de 200 unités de recherche UMR réparties dans 87 universités françaises ou étrangères et 46 organismes de recherche ou grandes écoles. Il a financé 960 projets de recherche, encadré 190 doctorants, 110 post-doctorats et plus de 400 masters. Il regroupe à ce jour treize observatoires Hommes-Milieux (OHM), outils d'observation de socio-écosystèmes impactés par un événement d'origine humaine. Deux d'entre eux sont situés en Outre-Mer. La majorité des chercheurs sont basés dans l'Hexagone même si quelques homologues locaux collaborent ponctuellement.

Le premier OHM est basé en Guadeloupe (Littoral Caraïbe) et travaille depuis 2010 sur les conséquences sociologiques, biophysiques, écologiques et environnementales de l'accélération dynamique urbano-portuaire (changements d'infrastructures portuaires).

Le second observatoire est en Guyane et se consacre aux changements et conséquences éco-sociologiques liés à la construction du pont fluvial transfrontalier sur le fleuve Oyapock. L'objectif de ces observatoires est, in fine, d'accompagner au mieux les décideurs en collectant des données en vue de les modéliser et ainsi prédire les évolutions du territoire.



Recherche appliquée

Entreprises et laboratoires *main dans la main*

Comment et dans quel contexte les entreprises locales et les laboratoires travaillent-ils ensemble ? Nous sommes allés visiter le **laboratoire des matériaux et molécules en milieu agressif (L3MA)**, seul laboratoire français travaillant sur les inhibiteurs de corrosion naturels issus de la biodiversité tropicale. Texte Alix Delmas - Photo Jean-Albert Coopmann

Créé en 2007 en Guyane, d'abord rattaché à une UMR (Unité Mixte de Recherche), le L3MA est désormais basé en Martinique et affilié à l'Université des Antilles depuis 2015. Ce laboratoire qu'on appelle par son acronyme, le L3MA, s'attèle à trouver des solutions à de nombreux phénomènes physico-chimiques en lien avec : la corrosion, l'énergie, la valorisation des déchets, la modélisation pour les prévisions des dynamiques des biomasses. Ce laboratoire de recherche appliquée entretient de facto des collaborations régulières et suivies avec des entreprises et partenaires industriels. « C'est un travail dans les deux sens » nous explique son directeur, Florent Robert. « Soit un industriel nous sollicite pour travailler avec lui (ce que nous faisons si la demande nous paraît scientifiquement pertinente et dans nos domaines de compétences), soit nous avons des idées où nous percevons potentiellement des débouchés et recherchons des entreprises pour les développer ». Il cite à cet égard la DRARI (Direction Régionale Académique à la Recherche et à l'innovation) qui intervient pour

orienter les entreprises qui ensuite les sollicitent.

Une collaboration de la première heure

La première collaboration avec un partenaire industriel est antérieure à la création du L3MA puisqu'elle débute au milieu des années 90 entre son prédécesseur, le LMME (Laboratoire Mécanique, Matériaux, Environnement) et la Sollac (Société Lorraine de Laminage Continu), devenue Arcelor Mittal, puis aujourd'hui Mittal. L'objectif pour le fabricant de tôles, à l'époque, est de proposer des revêtements résistants au climat tropical. Avec la mise en place de terrains d'exposition des échantillons en Guyane, des relevés de station quotidiens pendant dix ans, le laboratoire réussira à mettre au point un système d'évaluation de la résistance des matériaux basé sur les ultrasons qui ne dure que quelques minutes. Pari relevé. Plus récemment, le L3MA a participé à un travail d'ampleur piloté par l'ANR (Agence Nationale de la Recherche) regroupant neuf partenaires dont l'Institut de la

Corrosion de Brest (qui regroupe de nombreux fabricants de peintures) sur la présence de nouveaux polluants, et notamment la façon dont les sargasses impactent leurs systèmes de protection des revêtements. L'objectif, là aussi, prévoir à quelle vitesse se dégradent les matériaux, notamment avec le concours de sociétés qui développent des capteurs électroniques : « la corrosion est liée à des réactions d'oxydo-réductions, en mesurant le courant des transferts d'électrons, les capteurs vont en fonction de la densité du courant permettent de comprendre à quelle vitesse les matériaux se dégradent » nous explique Christophe Roos, directeur adjoint et doyen de la faculté des sciences.

Enjeux mondiaux et partenariats locaux

Actuellement le laboratoire supervise deux thèses CIFRE (Conventions Industrielles de Formation par la Recherche) en collaboration avec l'entreprise SARA (Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles) sur la production

d'hydrogène. Leurs travaux portent notamment sur des procédés d'électrolyse par bioélectrochimie. Un sujet de recherche qui occupe le devant de la scène mondiale, puisque sa production, aujourd'hui très énergivore, revêt des enjeux cruciaux en termes d'autonomie énergétique et d'intérêt géostratégique pour nos territoires. Un nouveau partenariat est également en train de voir le jour avec Caraib-Moter sur des solutions locales d'ingénierie d'enrobés pour l'élaboration de nouveaux matériaux...

Nouvelle source d'énergie

Aux collaborations industrielles s'ajoutent les collaborations académiques. Le L3MA travaille depuis de nombreuses années sur les piles microbiennes (bio-piles) : « certains micro-organismes ont des métabolismes particuliers dits électroactif, certaines bactéries ont la propriété de dégrader des déchets organiques et de transférer des électrons sur un support conducteur que nous captions pour créer de l'énergie » nous explique Florent Robert. Partenaire d'un projet porté par le LGC (Laboratoire de Génie Chimique) et le CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique), le L3MA a encadré une première thèse soutenue en 2011 à ce sujet. Ces recherches correspondent, pour l'instant, à des niches d'application et se heurtent encore à des verrous technologiques que le L3MA tente de lever. L'équipe du laboratoire poursuit ses recherches en collaboration étroite avec l'École Centrale de Lyon sur des pistes d'amélioration du rendement d'un point de vue électronique. Le L3MA travaille actuellement sur des projets liés à la production de biométhane. Il poursuit également ses recherches sur des consortia issus des mangroves locales. Il développe aujourd'hui des recherches sur les biomatériaux (bagasse, sargasses, etc) et ses différents types d'application qui donneront prochainement lieu à de nouvelles collaborations avec le monde économique. Peu

médiatique et très rarement mise en avant, la recherche scientifique déployée localement permet à la fois d'enrichir la recherche fondamentale et de mettre à jour des applications concrètes et conformes

à nos écosystèmes biologique, climatique, géologique... « Nous travaillons pour la Martinique et pour la Caraïbe, c'est notre leitmotiv, résume Christophe Roos. Nous travaillons avec notre écosystème ».



Christophe Roos, directeur adjoint du laboratoire des matériaux et molécules en milieu agressif (L3MA) et doyen de la faculté de sciences

Trois équipes de recherche

Ralentir la corrosion des métaux

équipe IMMI (Interactions Matériaux et Molécules d'Intérêt)

Cette première équipe travaille sur les agressions chimiques. « Il suffit de regarder le toit d'une maison ou la carrosserie d'une voiture pour comprendre » sourit Christophe Roos. L'équipe s'attache à trouver des molécules d'intérêt pour stopper ou ralentir la corrosion des métaux. Elle le fait avec une philosophie verte, c'est-à-dire que l'extraction de ces molécules doit être faite de façon respectueuse de l'environnement et ces molécules doivent être naturelles ou éco-compatibles et ne doivent pas polluer une fois qu'elles se dégradent.

Se protéger des bactéries

équipe IMMO (Interactions Matériaux et Micro-organismes)

La seconde équipe travaille sur les agressions liées à la présence de bactéries, champignons etc. Un exemple parlant est le pont du Larivot en Guyane qui s'est affaissé en 2009 due à une corrosion liée à la présence de micro-organismes. « Présentes principalement dans des milieux aqueux, certaines bactéries ont des métabolismes qui conduisent à la production d'acide qui attaque les métaux de structure, les ponts, les conduites, les coques et moteurs de bateaux » poursuit Christophe Roos. Ainsi l'équipe IMMO cherche des solutions naturelles pour élaborer des revêtements sur des surfaces immergées pour éviter que les bactéries y adhèrent.

Modéliser la nature

équipe IBIP (Interactions en dynamiques des Biomasses et des Populations)

Enfin l'équipe IBIP s'attache à la modélisation de phénomènes biologiques. Depuis peu, elle investit ses compétences pour obtenir des prévisions fines des échouements de sargasses et trouver des pistes de valorisation. Pour cela, il est impératif de définir précisément les trajectoires et les quantités de biomasse venant sécher à l'échelle de la Martinique.

Partenariats entreprise et université

3 QUESTIONS À

Ted Soubdhan,

docteur en Physique, Énergétique,
professeur à l'université
des Antilles (pôle Guadeloupe).

Comment le monde de la recherche et celui de l'industrie collaborent-ils ?

Les acteurs de la recherche n'ont pas vocation à développer des produits pour les commercialiser ; l'idée est de créer des synergies avec les entreprises, pour mettre en test leur produits et les améliorer. Nous travaillons donc avec les acteurs du marché.

Sur quelles expérimentations travaillez-vous aujourd'hui ?

Nous avons signé une convention de partenariat avec le constructeur-bailleur SIKOA (groupe Action Logement). Une partie de l'étude que nous menons doit les aider à intégrer des matériaux biosourcés dans leurs constructions. La phase exploratoire a déjà commencé, les études préliminaires ont été menées ; l'expérimentation devrait commencer au cours du 1er trimestre 2024. Nous avons expérimenté la fibre de coco, les feuilles de banane, la paille de canne, les sargasses et la ouate de cellulose. Fort de ces premiers tests effectués en labo, nous devrions pouvoir passer à des tests sur le terrain.

Quelles sont les autres pistes d'études ?

Le photovoltaïque, les procédés d'étanchéité et d'isolation, et même la composition de peintures murales sont autant de sources d'études pour les prochaines années. Nous sommes d'ailleurs en contact avec des entreprises dans chacun de ces domaines. La richesse de la recherche réside également dans le fait de regarder ce qui se fait à d'autres échelles, comme l'utilisation du bambou dans la construction au Brésil et à la Réunion. La mise en place de conventions de coopération internationales est un objectif pour l'avenir.



Portrait de chercheur

Sous la mangrove, le Graal

Silvina Gonzalez-Rizzo, enseignant chercheur à l'UA, est mondialement connue pour avoir identifié la plus grande bactérie au monde. Cet organisme, hors du commun, a été découvert dans la mangrove guadeloupéenne, un écosystème fabuleux qui la passionne depuis des années. Rencontre.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim.

Enfant, Silvina Gonzalez-Rizzo rêvait de devenir danseuse... et anthropologue. Elle a finalement opté pour la recherche scientifique, fusion stimulante entre la dynamique des corps et l'exploration... Un don du ciel pour cette femme, curieuse, intrépide et enjouée, avide, depuis petite, « de comprendre le fonctionnement des choses ». Depuis 2010, elle enseigne, en Guadeloupe, la génétique, la biologie moléculaire et la génomique aux étudiants de la licence « science pour la santé » de l'université des Antilles (UA). Côté recherche, elle pratique au sein l'équipe « biologie de la mangrove » rattachée à l'unité de recherche ISYEB (institut de systématique, évolution et biodiversité).

Et c'est en 2015 qu'elle vit sa plus belle expérience scientifique. « Je me souviens très bien de ce jour-là », confie-t-elle. « Je suis sortie en trombe de mon labo en criant "Olivier ! (prénom du responsable de mon équipe de recherche) Regarde !" J'étais surexcitée. C'est vrai que j'ai tendance à très vite m'emballer. Mais cette fois mon engouement était parfaitement justifié » (rires).

Silvina Gonzalez-Rizzo, venait, en effet, d'identifier « la plus grande bactérie connue à ce jour ». Avec une taille moyenne d'environ un centimètre (les filaments les plus longs peuvent atteindre jusqu'à 2 cm), elle est environ 5 000 fois plus grande que la plupart des bactéries. Elle est donc visible à l'œil nu et peut s'attraper avec une pince à épiler ! « En raison de sa taille exceptionnelle, mais aussi de sa complexité cellulaire, cette bactérie, non pathogène, a remis en question le concept traditionnel de cellule bactérienne, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles perspectives passionnantes dans le monde de la microbiologie », précise Silvina.



Enthousiasme mondial

Cette bactérie, qu'elle a baptisée *Thiomargarita magnifica* (en référence à sa grande taille (magnus : « grand »)), avait été ramassée cinq ans plus tôt par le responsable, Olivier Gros, dans la mangrove guadeloupéenne. « Nous passons notre temps à analyser toutes sortes d'organismes », précise la chercheuse. « Mais celui-ci, sous forme de filament et attaché aux feuilles de palétuviers immergées et en décomposition, l'avait particulièrement intrigué. Il m'avait alors demandé de l'étudier ». Ces années de recherche, en collaboration avec une équipe basée aux États-Unis, autour de cette « mystérieuse et passionnante » bactérie, ont totalement captivé Silvina qui, aujourd'hui encore, ne réalise pas. Et pourtant... Cette découverte majeure a généré un enthousiasme mondial au sein de la communauté scientifique et du grand public. Ces travaux ont été publiés dans « Science » l'une des revues scientifiques les plus prestigieuses au monde. « Le Graal pour tout chercheur ». « Cet emballement médiatique m'a particulièrement impressionnée », confie-t-elle. « J'ai été sollicitée par la presse internationale et cette opportunité m'a permis de mettre en lumière la Guadeloupe et de la faire rayonner dans le monde. Magique ! »

Portrait de chercheur

L'émancipation **par les** **Sciences** **humaines**



Anthropologue, directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité de Guyane, **Isabelle Hidair-Krivsky** vient d'être élevée au grade de chevalier de la légion d'honneur. Le couronnement d'un parcours atypique, guidé par la passion des sciences humaines.

Texte Adeline Louault - Photo Jody Amiet

Rien ne la prédestinait à devenir universitaire. Issue de la classe moyenne, Isabelle Hidair-Krivsky imaginait faire de courtes études et entrer dans la vie active le plus tôt possible. « Bac en poche, je suis partie en France hexagonale faire un BTS en communication et action publicitaires. » Lors de ce cursus, elle découvre la sociologie et, plus largement, les sciences humaines. « Un vrai coup de foudre ! » Pour elle, qui était convaincue qu'elle n'aimait pas lire, ni écrire, c'est une révélation et le début d'un long parcours de travaux et d'examens en anthropologie sociale et ethnologie. Après son doctorat, passé en 2003 à l'École des hautes études en Sciences sociales (EHESS), elle devient maîtresse de conférences (2010), puis obtient l'habilitation à diriger des recherches (2015) et enfin le titre de professeure des universités (2022). « Je me suis lancée par passion, sans savoir où cela allait me mener. Mes parents m'ont inconsciemment transmis cette volonté de réussir car ils ont travaillé dur tout au long de leur carrière. Ma mère est une Arménienne dont la famille a fui le génocide en Turquie en 1916. Elle est arrivée en Guyane en 1947 sans connaître un seul mot de français et elle est devenue « instructrice », selon le terme de l'époque. À son tour, elle a appris à lire et à écrire le français à de nombreuses générations d'élèves ! »

Une société plus juste et égalitaire

Depuis 1998, Isabelle Hidair-Krivsky transmet son savoir aux étudiants de Guyane. À travers le Master « Pratiques et ingénierie de l'éducation, du travail et de l'action sociale » (PIETAS), qu'elle a créé en 2012, elle initie les travailleurs sociaux, mais aussi les enseignants de l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE) à l'anthropologie. Pour nourrir ses cours, elle continue à mener des travaux de recherche et de participer à des conférences sur ses thèmes de prédilection : les constructions identitaires, l'immigration, les discriminations, le sexisme et les

relations interculturelles. « Mon rôle est de rendre intelligibles des phénomènes sociaux qui peuvent sembler complexes ou, au contraire, évidents. Si on décortique les sujets sensibles comme le racisme ou l'homophobie, on les comprend mieux, on les accepte plus facilement et on crée une société meilleure. Déconstruire les préjugés et les stéréotypes permet de rassurer les individus sur leur propre identité et de progresser. Selon moi c'est la clef de la réussite et de la cohésion sociale. » En 2014, l'anthropologue crée avec 6 collègues le premier laboratoire de sciences humaines et sociales de l'université de Guyane : migrations, interculturalité et éducation en Amazonie (MINEA). Une unité de recherche qui compte plus de 50 membres aujourd'hui. La mission d'Isabelle Hidair-Krivsky à la Direction régionale aux droits des femmes (DRDFE), où elle a été nommée en 2019, s'inscrit dans la continuité de son travail universitaire. Avec son équipe et en collaboration avec les associations locales, elle agit sur trois axes : les violences faites aux femmes et leur accès aux droits, la mixité de l'emploi, la culture de l'égalité.

Des étudiants désireux de se dépasser

L'enseignante compte un auditoire d'une centaine d'étudiants, sans oublier les 5 doctorants qu'elle encadre. La plupart sont parents, ont déjà un emploi. Beaucoup arrivent de pays étrangers (Haïti, Brésil, République dominicaine...) et viennent chercher en Guyane un cadre d'études plus stable. « À la différence de la France hexagonale, ici nos étudiants doivent souvent concilier vie familiale, vie professionnelle et vie universitaire. Ils savent pourquoi ils sont là et n'en sont que plus volontaires. » C'est à travers leur motivation qu'Isabelle Hidair-Krivsky perçoit une indéniable recherche d'excellence. « Ils ont des moments de doute mais je ne les lâche pas, je suis là pour les aider à se dépasser. Moi-

même, je me suis trouvée à leur place ! Sans l'appui de mon mari, j'aurais sûrement baissé les bras. » Récemment auréolée du grade de chevalier de la Légion d'honneur, l'anthropologue guyanaise se dit à la fois flattée et surprise de voir 26 ans de travail de recherche, de vulgarisation et de communication récompensés. « Je n'ai fait que mon métier ! » Au-delà de la reconnaissance personnelle, cette distinction met en lumière, selon elle, les sciences humaines et le rôle des chercheurs. « Mon souhait est que cette décoration aide à mieux faire connaître notre discipline et l'intérêt qu'elle représente pour améliorer notre société. »

“ À la différence de la France hexagonale, ici nos étudiants doivent souvent concilier vie familiale, vie professionnelle et vie universitaire. Ils savent pourquoi ils sont là et n'en sont que plus volontaires. ”

QUEL programme POUR ÉTUDIER À l'international ?

BANC

Cap sur l'Europe ! Erasmus+

Le programme : la mobilité Erasmus+ est soutenue par la Commission européenne et s'adresse aux étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, y compris en alternance, dès la 1^{re} année d'études.

La durée : de 2 à 12 mois, par cycle d'études.

Les partenaires : 76 universités partenaires dans 15 pays.

Les prérequis : niveau B2 dans la langue du pays d'accueil.

Les aides au départ : les étudiants ultramarins reçoivent une bourse de 786 €, quelle que soit la destination choisie, ainsi qu'une contribution aux frais de voyage.

Le plus : Europass Mobilité est un document officiel, gratuit et reconnu dans toute l'Europe qui met en avant les compétences acquises durant les périodes de stages ou de formations effectuées en Europe.

Le master Erasmus Mundus TROPIMUNDO : ce master international en Biodiversité et Écosystème tropicaux permet aux étudiants d'effectuer 4 semestres de leur cursus dans l'une des 17 universités partenaires à travers le monde. Le 1^{er} semestre se déroule en Europe. Le 2^e semestre est organisé dans une région tropicale, au choix, en Guadeloupe, au Cameroun, à Madagascar, à la Réunion, au Sri Lanka ou en Malaisie. Les étudiants reviennent en Europe au 3^e semestre, dans une université différente de celle du 1^{er} semestre avant de retourner dans l'établissement de départ au 4^e semestre, pour leur mémoire de fin d'études.

Favoriser la mobilité dans la Caraïbe

ELAN

Le programme : ELAN (échanges linguistiques et apprentissage novateur par la mobilité) est un projet porté par INTERREG Caraïbes. Il vise à renforcer les échanges au sein du bassin caribéen à travers des stages professionnels ou linguistiques. Le programme a été lancé à titre expérimental en 2019, pour une durée de 3 ans. La poursuite du projet jusqu'en 2027 est actuellement en discussion.

La durée : de 2 semaines à une année universitaire complète.

Les partenaires : University of the West Indies (UWI) et ses trois campus historiques (St Augustine à Trinidad et Tobago, Mona en Jamaïque, Cave Hill à la Barbade), université Quisqueya (Haïti) et l'université d'État d'Haïti.

Les prérequis : un niveau B1 minimum dans la langue du pays d'accueil.

Les aides au départ : une bourse de 700 €/mois ainsi qu'une aide aux frais de voyage (jusqu'à 80 % du prix du billet d'avion aller-retour), dont le barème dépend de la destination choisie.

Le plus : le site du programme référence les offres d'emploi et de stages à pourvoir dans la région.

Les chiffres : 60 étudiants de l'UA sont partis depuis la création de ce programme (56 % en provenance de la Martinique, 44 % de la Guadeloupe) ; ainsi que 45 stagiaires et étudiants MEEF de l'INSPE Martinique et Guadeloupe, pour 2 semaines d'immersion à Sainte-Lucie. Sur l'année universitaire 2022-2023, on enregistre 15 étudiants antillais en mobilité sortante : 6 étudiants de la filière FIFCA (filiale intégrée de science politique) pour une année académique, 4 étudiants en mobilité de semestre d'échange et 5 étudiants en mobilité de stage.

D'ESSAI

Une porte ouverte sur le Canada

BCI

Le programme : le bureau de coopération interuniversitaire (BCI) est une organisation qui regroupe 20 établissements québécois. Sa mission consiste à favoriser les échanges notamment par le biais du PQÉÉ (programme québécois d'échanges étudiants) qui regroupe 7 universités membres.

La durée : 1 semestre ou une année universitaire complète.

Les partenaires : 7 universités (UQAT, UQAR, université de Laval, UQTR, université de Sherbrooke, ÉTS, UQO)

Les prérequis : avoir validé la 1^{re} année de licence et avoir un bon dossier académique (13 de moyenne minimum).

Les aides au départ : il n'existe pas de bourse spécifique pour ce programme. Une bourse d'aide à la mobilité internationale peut être attribuée aux étudiants boursiers sur critères sociaux (400 €/mois).

Le plus : Le service Accueil Plus est mis en place pour les étudiants internationaux dès leur arrivée à l'aéroport international Montréal-Trudeau. Service gratuit, il permet de faciliter l'arrivée des étudiants étrangers, notamment lors de leur passage dans les bureaux d'immigration.

Le coup de cœur des étudiants : le Canada est la destination privilégiée des étudiants ultramarins. Avant la crise sanitaire, une délégation des universités du Québec venait régulièrement à la rencontre des étudiants martiniquais et guadeloupéens dans le cadre des journées « étudier au Québec ». Le site de l'université du Québec à Montréal (UQAM) possède même une page dédiée sur son site Internet intitulée « Futurs étudiants guadeloupéens et martiniquais ».

Étudier sur un campus Américain ou Britannique

CONVENTIONS HORS PROGRAMME DÉDIÉ

Le programme : des conventions sont signées avec différentes universités américaines et britanniques. Depuis la sortie du Royaume-Uni de l'UE, la mobilité dans ce pays ne dépend plus du programme Erasmus.

La durée : 1 semestre

Les partenaires : 4 universités américaines d'État en Louisiane, en Floride et en Géorgie ; 4 universités britanniques (Cambridge, King's College London, Warwick, Nottingham).

Les prérequis : passer un test de langue, il faut obtenir un score minimum de 80 au TOEFL pour les États-Unis, voire un minimum de 110 pour certaines universités britanniques, et obtenir un visa.

Les aides au départ : comme pour le programme BCI, il n'existe pas de bourse spécifique pour ce programme. Une bourse d'aide à la mobilité internationale peut être accordée.

Le plus : l'université des Antilles participe à plusieurs programmes visant à favoriser les échanges avec les États-Unis comme le programme d'études en partenariat avec Howard University, dont la doyenne, Gladys M. Francis, est guadeloupéenne.

À noter : les conventions d'échange américains de l'UA ne se limitent pas aux États-Unis puisqu'il est également possible d'étudier en Colombie, à l'universidad nacional de Colombia, à Bogota.

Doctorants

“Sur quoi travaillez-vous ?”

Réponses courtes et précises des jeunes chercheurs de l'Université des Antilles-Guyane. Texte Floriane Jean-Gilles et Sarah Balay

À l'occasion de l'entrée récente de l'Université des Antilles au classement de Shanghai, lequel distingue chaque année les meilleures structures d'enseignement et de recherche et saluait ici les travaux menés sur les questions environnementales, nous nous sommes intéressés à la production de thèses à l'Université des Antilles. Techniques, précises et difficiles à résumer par définition, les intitulés de thèses sortent rarement du giron universitaire et familial (fierté oblige). Nous avons demandé aux doctorants ayant soutenu leur thèse entre 2019 et 2022 de vulgariser leur travaux et d'évoquer leur carrière professionnelle. De manière à mettre un visage et des mots sur une génération de chercheurs inconnue du grand public.



Marckens Francoeur

Dépolluer l'eau grâce aux sargasses

Quel est l'intitulé de votre thèse ? Optimisation des conditions d'élaboration de charbon actif à partir de biomasse (*Sargassum* sp. et *Galaba Calophilum* L.) pour l'adsorption et la dégradation de polluants émergents.

Où et quand l'avez-vous soutenue ? En mai 2022 sur le pôle Guadeloupe de l'université des Antilles (UA).

Ce qui veut dire ? Il s'agit de trouver le procédé qui permet de transformer la sargasse et la coque de galba en charbon actif, efficace pour la dépollution.

À quoi cela pourrait-il servir ? Ces charbons actifs pourraient œuvrer à l'élimination de certains polluants que l'on trouve dans l'eau (antibiotiques, caféine, pénicilline, etc.) afin de la traiter et la purifier avant consommation et utilisation. Ces procédés sont encore à l'étude à l'UA surtout pour l'élimination de l'arsenic pouvant être présent dans la sargasse selon les périodes d'échouement. Il n'y a donc, pour le moment, pas d'application concrète à grande échelle.

Que faites-vous aujourd'hui ? Suite à ma soutenance j'ai fait un post-doctorat sur le pôle Guadeloupe de l'UA. J'ai poursuivi mes recherches sur la sargasse et la dégradation par électrochimie de polluants. Depuis six mois, je suis de retour chez moi en Haïti où j'exerce à l'université publique du sud est à Jacmel (UPSEJ) en tant que vice-recteur aux affaires académiques et professeur de méthodologie à la recherche (faculté des sciences agronomiques). Je reste toutefois en contact avec mes directeurs de thèse et je vais prochainement encadrer, à distance, des étudiants en master de chimie basés sur le pôle Guadeloupe de l'UA. Même si le contexte est particulièrement difficile en Haïti, je compte y rester. Pour mes étudiants, pour le pays. J'aimerais que mes recherches et mes connaissances puissent œuvrer à l'amélioration de la situation.

Guarry Montrose

Doper l'efficacité énergétique des bâtiments

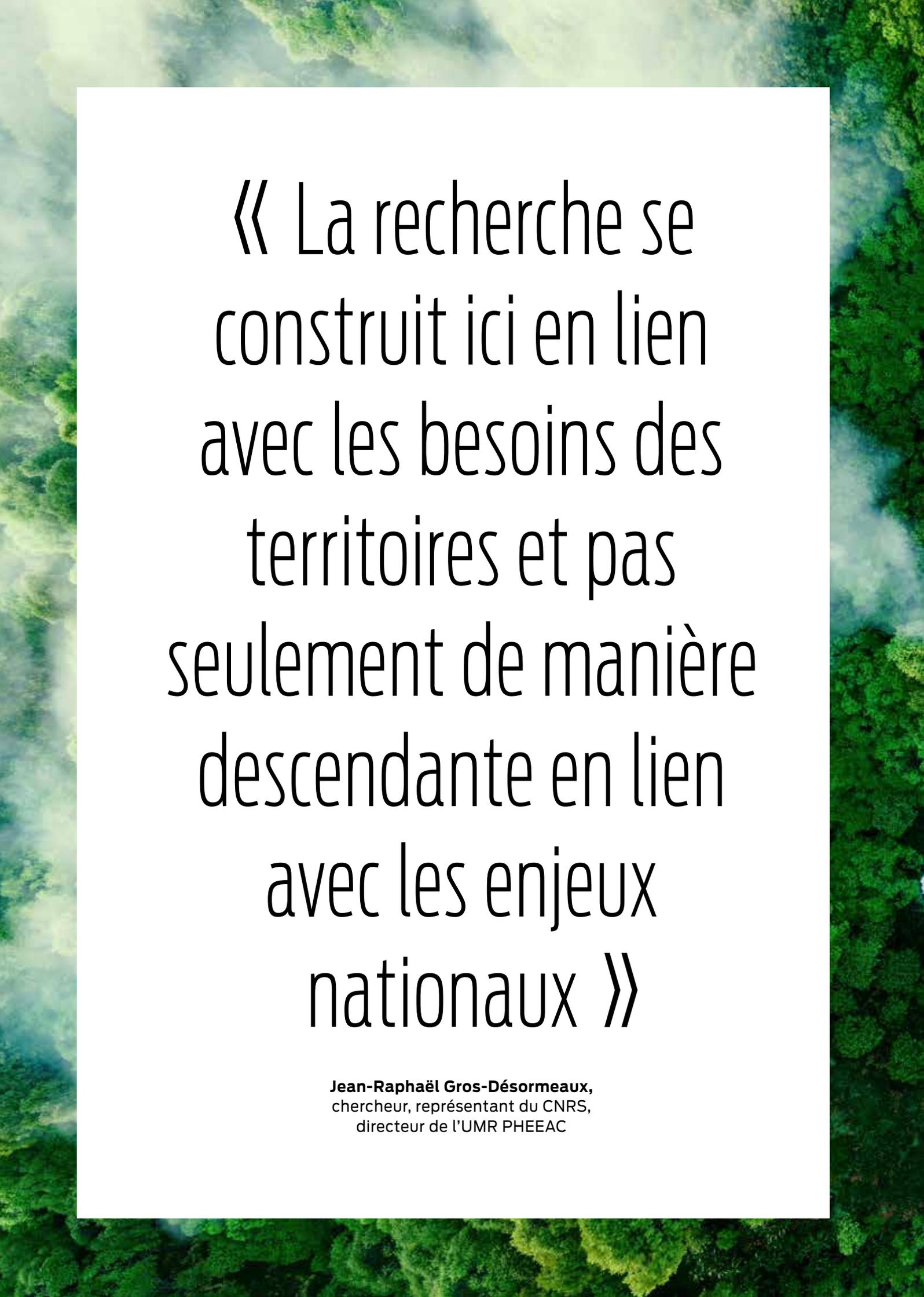
Quel est l'intitulé de votre thèse ? « Maîtrise de l'énergie dans les bâtiments en climat tropical humide : étude des matériaux biosourcés d'origine végétale pour l'efficacité énergétique et le confort thermique. »

Où et quand l'avez-vous soutenue ? En décembre 2021, en Guadeloupe.

Si vous deviez résumer vos travaux en une phrase ? J'ai analysé la performance des matériaux biosourcés comme isolants de la toiture et des murs.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ? L'idée est de rendre l'habitat plus confortable en limitant la transmission de chaleur, tout en réduisant l'impact du bâti sur l'environnement. Dans les bâtiments en rénovation, par exemple, utiliser des matériaux biosourcés dans la toiture et les murs pour l'isolation entraîne une réduction de 46 % d'énergie de climatisation et réduit les émissions de CO₂ lié à la consommation d'énergie de 37 %. Les simulations ont été effectuées avec différents types de matériaux d'origine végétale : feuilles de banane, feuilles de latanier, fibres de vétiver, fibres de palmistes, sargasses, feuilles de cocotier, sciure de bois et feuilles de canne à sucre. Utilisés comme isolants, ces matériaux présentent à peu près les mêmes caractéristiques.

Que faites-vous aujourd'hui ? Je suis professeur de physique-chimie, dans un collège, en Guyane, c'est un peu éloigné de mes travaux en thèse, mais je reste soudé à la recherche. Je travaille à la fabrication d'un prototype de panneaux de construction fait à partir de fibres végétales et de déchets plastiques compressés. L'utilisation de matière plastique en renfort permet de pallier le vieillissement des matériaux biosourcés. Le projet est écrit, je cherche maintenant des financements. Je suis resté en contact avec Ted Soubdhan, qui a été l'un de mes directeurs de thèse, ses conseils sont toujours précieux.



« La recherche se construit ici en lien avec les besoins des territoires et pas seulement de manière descendante en lien avec les enjeux nationaux »

Jean-Raphaël Gros-Désormeaux,
chercheur, représentant du CNRS,
directeur de l'UMR PHEEAC



PRORENT

LOCATION DE VOITURES

PRO

Louez l'efficacité!



Large gamme d'utilitaires
à découvrir !

www.pro-rent.com

LARGE CHOIX DE VEHICULES

TARIFS ATTRACTIFS

NAVETTE AEROPORT & PORT

Z.I. JARRY
228 RUE ALFRED LUMIERE

☎ 0590 26 73 44
pro-rent@wanadoo.fr

Restauration

LA SUCCESS-STORY D'UN PASSIONNÉ DE CUISINE

À 32 ans, Lionel Navis, élu meilleur chef-traiteur de l'année 2022, s'apprête à ouvrir son premier restaurant au Gosier. L'aboutissement de longues années de travail.

Texte Valérie Duru - Photo Lou Denim

La cuisine, Lionel Navis est tombé dedans tout petit. « C'est ma passion depuis toujours. Ce qui m'a fait l'aimer, ce sont d'abord les bons petits plats de ma maman. Et puis les émissions de télé, comme celle de Maïté. »

A 14 ans et demi, le jeune Gosiérien entre en apprentissage, puis à 17 ans, il part dans l'Hexagone poursuivre sa formation. « Je voulais apprendre toujours plus, prendre de l'expérience. » Il travaille alors pour de grandes maisons (Robuchon, Rostang...).

UN SERVICE TRAITEUR SUR MESURE

Après de multiples contrats dans des restaurants gastronomiques, dans l'Hexagone et en Angleterre, il rentre au pays, en 2016. « Cela a toujours fait partie de mon plan, revenir pour monter mon entreprise et transmettre mon savoir-faire. » D'abord chef dans les cuisines de l'Oursin Blanc, au Gosier, il crée ensuite son activité de traiteur, sous le nom My tropiChef, avec son associée Yasmine Djeflat. Depuis trois ans et demi, il propose un service de traiteur sur mesure. « Une cuisine adaptée au goût et aux envies des clients. »

Lionel Navis travaille des produits locaux qu'il revisite. « Par exemple, un foie gras, cacao local et rhum vieux. Nous proposons une crème brûlée d'oursin blanc ou de chatrou avec une tuile de riz soufflé. Ou

encore un délice de chocolat, fève tonka, passion et popcorn grillé. »

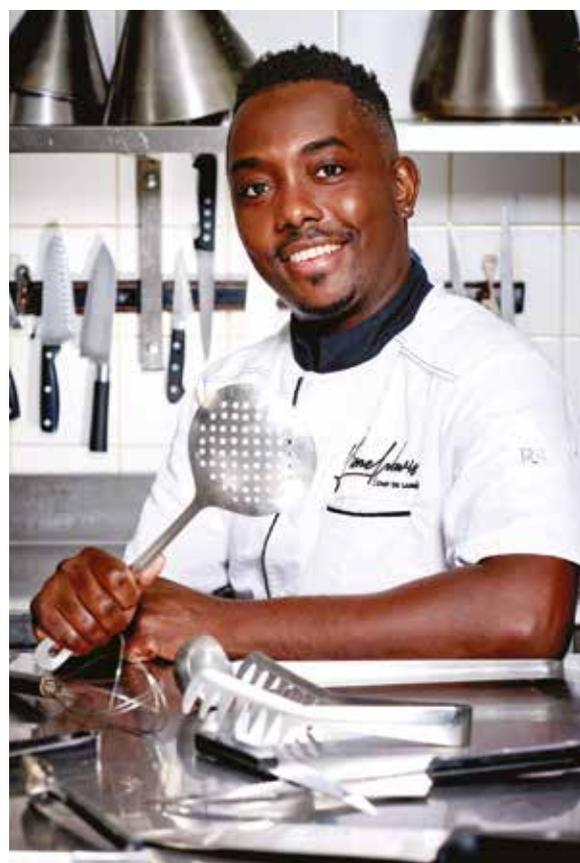
L'ESPRIT D'ENTREPRENDRE

La cuisine bistrannique du jeune chef-traiteur est à son image. « Dynamique, pétillante, subtile et conviviale, avec beaucoup de couleurs, de saveurs et de chaleur. » Un savant mélange qui lui a valu d'être élu meilleur chef-traiteur de l'année 2022.

Une récompense qui lui tient à cœur. « C'est l'aboutissement de tout mon travail. » Chef d'entreprise depuis 2020, Lionel Navis est fier de son parcours. « Cela n'a pas toujours été facile. Travailler dans des restaurants gastronomiques demande beaucoup de rigueur. »

SAVE THE DATE !

Mais il ne regrette rien. « Je m'étais fixé comme objectif d'avoir mon affaire à 30 ans et j'ai réussi. » Il s'apprête à relever un nouveau challenge : ouvrir, en parallèle de son activité de traiteur, son premier restaurant, sur le parking de la Maison créole, au Gosier, toujours avec son associée, Yasmine Djeflat.



Lionel Navis, fondateur de My tropiChef

L'ouverture est prévue en mars. À travers sa future carte et ses plats, concoctés à base de produits locaux et travaillés à son image, Lionel Navis, veut s'exprimer : « mes plats racontent une histoire et créent de l'émotion, c'est ma vision de la cuisine. »

LES VILLAS DE MARIE-GALANTE

Bienvenue aux villas Cocoloba & Jacaranda

Nous avons à cœur de vous proposer des villas offrant de superbes prestations à Marie Galante. Une des rares îles de la Caraïbe à conserver un charme authentique, préservé et intime. Sur un grand terrain de 7000 m2 vue mer, chaque villa est indépendante et dotée d'une capacité d'accueil de 8 personnes, d'un grand jardin paysager et d'une piscine privée. Les villas Cocoloba et Jacaranda se trouvent à 250 mètres de la plage calme et protégée de Petite Anse, lagon paradisiaque idéal pour les familles avec enfants.



Capesterre



Cocoloba



Jacaranda



Réservez dès à présent sur :

www.villamariegale.com

Tél.: 0690 42 10 01 / 590 690 421 001

contact@villamariegale.com

TOP CHEF PÉYI

Entrepreneuse dans la communication et l'audiovisuel, Victoria Quérule se révèle en tant que scénariste et réalisatrice de la web-série Bataille des saveurs, une aventure culinaire initiée par l'Iguafhor (1), l'Iguavie, et la marque Mòso Tè La.

D'aussi loin qu'elle s'en souvienne, Victoria Quérule a toujours souhaité travailler dans le monde du divertissement, « pour apporter un peu de douceur, de joie, dans le quotidien des gens ». C'est donc naturellement que la jeune femme s'envole pour Bordeaux, poursuivre des études de communication et de E-commerce. « Après avoir obtenu mon diplôme, je me suis lancée très rapidement dans l'entrepreneuriat. J'ai eu l'occasion de travailler dans le milieu du divertissement et artistique, mais aussi pour des entreprises locales. J'ai eu une expérience au final assez large, de divers milieux, avec différentes attentes », souligne la Pointoise. Chemin faisant, elle collabore avec plusieurs chanteurs. « J'ai travaillé la communication de certains artistes notamment celle de Jahyanai King et une des artistes qu'il a produit, la chanteuse Bamby. » Un travail fructueux qui permettra au chanteur et producteur d'être booké sur des festivals à La Réunion et à l'international.

De ses expériences professionnelles variées, Victoria Quérule a su adapter son approche aux besoins de ses clients qu'ils soient ici ou dans l'Hexagone, petit artisan ou star internationale. « Ces expériences grammaticalement opposées m'ont fait énormément m'intéresser à l'humain. J'ai ainsi développé des qualités, qui sont l'adaptation, mais aussi une forme de curiosité », poursuit la trentenaire.

Une double casquette

Rentrée il y a un an, celle qui était encore digital nomade avant son retour sur l'île, saisit l'opportunité d'ajouter une nouvelle corde à son arc en devenant la scénariste et la réalisatrice de la web-série culinaire Bataille des saveurs, diffusée sur YouTube. Un projet à l'initiative de l'Iguafhor, l'Iguavie (2) et la marque Mòso Tè la, qui souhaitent mettre en avant les fruits, légumes et la viande de Guadeloupe par le biais d'un concours. « Bataille des saveurs est une web-série locale, ce qui la distingue des autres programmes culinaires », explique Victoria Quérule. « Elle apporte un peu de fraîcheur dans le milieu de l'audiovisuel antillais. Il y a aussi le mélange intergénérationnel avec chef Kichenin qui est retraité et les membres du jury, qui ont entre 30 et 40 ans. La web série a été réalisée pour correspondre à la façon de vivre et de penser du Guadeloupéen. » Pari réussi pour la réalisatrice qui se dit déterminée à fournir le meilleur d'elle-même dans chacun des projets « que ce soit derrière ou devant l'écran ».

(1) Interprofession guadeloupéenne des fruits et légumes et de l'horticulture.

(2) Interprofession guadeloupéenne de la viande et de l'éleveur.

La cuisine sur vos écrans

Diffusée depuis le 10 janvier sur YouTube, la web-série « Bataille des saveurs » est composée de cinq épisodes, durant lesquels six influenceurs sont en compétition pour présenter la meilleure assiette locale. Encadrés par le chef Joël Kichenin, ils sont jugés selon plusieurs critères par quatre jurés dont Leslie Belliot, Vanessa Kichenin, Jeff Antus et Miguel Jean-Noël.

Tous les mercredis jusqu'au 7 février, sur le compte YouTube Bataille des saveurs à 16 heures.

1

LE COUP DE CŒUR DE LA RÉDACTION

■ Texte Maë Poyel
Photo Lou Denim



2

SÉLECTION CULTURE

■ Texte
Axelle Dorville



DOCUMENTAIRE

Le vivant face au changement climatique

Si l'on peut penser que le genre humain aura du mal à s'adapter au changement climatique galopant, il n'en va pas de même pour différentes espèces aux capacités surprenantes. Des baleines qui transforment leur alimentation et se tournent vers le saumon, des anolis qui résistent mieux aux vents violents, des iguanes qui rétrécissent ou grandissent selon la nourriture disponible sur le littoral : en 5 épisodes passionnants, cette série documentaire dévoile les stratégies comportementales ou biologiques dont use la faune pour parer les effets du changement climatique.

Espèces en voie d'adaptation, sur arte.tv jusqu'au 11 juillet 2024

VIDÉO

La vie sauvage en live

Espionner les habitants d'un récif hawaïen, des petits poissons colorés aux tortues et requins ; observer différentes espèces d'oiseaux, des racoons ou encore des hérissons s'alimenter sur une mangeoire en Pennsylvanie ; tomber sur un groupe d'éléphants s'abreuvant au sein du parc national Kruger en Afrique du Sud... C'est l'expérience dont vous pouvez bénéficier depuis le confort de votre salon, grâce à des caméras enregistrant et diffusant en live la vie sauvage dans divers coins du globe.



onlinesafari.tv

APPLICATION

Sauvez vos plantes

Parvenir à garder ses plantes d'intérieur en vie demande une certaine dose de connaissance en botanique. Selon l'espèce, les plantes disposées en intérieur nécessitent en effet plus ou moins d'arrosage, d'exposition à la lumière ou encore de rempotage. C'est là qu'intervient l'application mobile Planta qui propose à la fois un outil d'identification des plantes, des fonctionnalités de rappel d'arrosage, de nettoyage ou d'ajout d'engrais et un posemètre, permettant d'identifier le meilleur emplacement pour une espèce donnée.

Planta, disponible sur l'App Store et Google Play

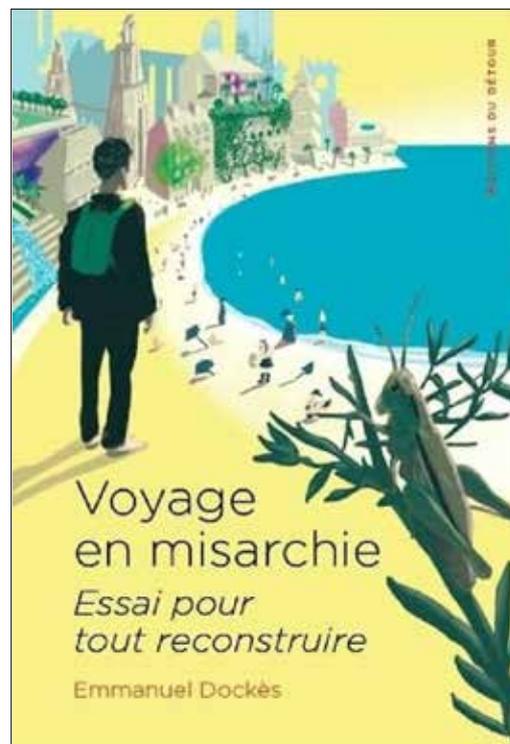


LIVRE

Une société sans pouvoir

Un professeur de droit se retrouve échoué sur une île, à la suite d'un accident d'avion. Rapidement, il découvre que les habitants des lieux vivent dans un système politique bien différent, à savoir une misarchie, soit un régime au sein duquel tout pouvoir et toute démarche de domination sont réduits à leur minimum. Là-bas, le progressisme est de mise, à travers des concepts tels que l'autogestion, la démocratie participative ou encore la propriété d'usage. L'occasion pour le protagoniste de se confronter à un type de société alternative, avec ses avantages mais aussi ses imperfections.

Voyage en misarchie, Essai pour tout reconstruire, Emmanuel Dockès. Editions du détour.



PODCAST

Des relations saines dès le primaire

Connaître son corps, apprendre les notions de respect et de consentement, reconnaître les violences dont on peut être victime, éviter le sexisme et les discriminations sexuelles, sont autant de thématiques qu'il est judicieux d'aborder avec les enfants. Celles-ci sont d'ailleurs au cœur de l'enseignement à la vie relationnelle, affective et sexuelle, obligatoire dès l'école primaire. Dans ce podcast en 5 épisodes, l'institutrice Lolita Rivé nous fait écouter les séances qu'elle dispense à ses élèves de CE1 tout en contextualisant sa démarche par des échanges avec des psychologues, des chercheurs ou encore tout simplement les parents.

C'est quoi l'amour, maîtresse ? Sur Spotify, YouTube et Apple Podcasts

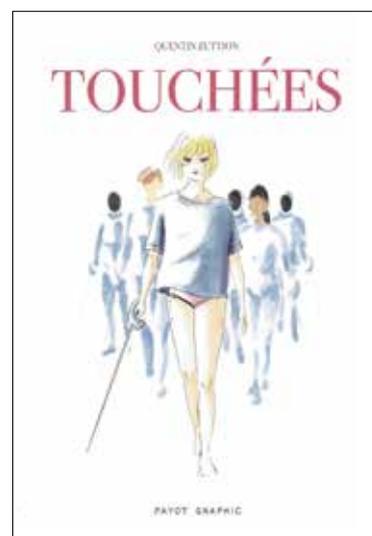


BANDE-DESSINÉE

L'escrime thérapeutique

En 2010 étaient mis en place par la fédération française d'escrime des ateliers thérapeutiques d'un an, à destination des victimes de violences sexuelles. Depuis, des centaines de personnes ont pu entamer leur reconstruction, reprendre possession de leurs corps, se reconnecter à leurs émotions et les canaliser, grâce à l'escrime. La bande-dessinée Touchées invite à découvrir cette expérience à travers l'histoire de trois femmes prisonnières de leurs traumatismes.

Touchées, Quentin Zuttion. Ed. Payot Graphic.



13.

« Ce qui était un dieu en Afrique est devenu un diable à la Martinique. Le dieu du vaincu est devenu le diable du vainqueur. »

Aimé Césaire



PEAU *noire*, MASQUES *rouges*

Le patrimoine dans tous ses états

Le personnage du diable rouge, emblématique du Mardi gras en Martinique, est une survivance ancestrale. On se souvient de la stupéfaction d’Aimé Césaire lorsqu’il aperçut sa silhouette si familière lors d’un voyage en Casamance, au Sénégal, si loin de chez lui et pourtant... le masque a voyagé mais il aurait perdu son nom aux abords des côtes martiniquaises, Ejumba (ou Ejumbi), si cher aux Diolas, serait ainsi devenu Papa djab. Jean-Louis Maslet, président de l’association Tanbou bô Kannal, et Daniel Bardury nous racontent.

Texte Floriane Jean-Gilles



Gabriel Baptiste, *Carnaval (Red devils – Les Diables rouges)*, 1999
Huile sur toile, H : 90 cm ; L : 110 cm

À VOIR

Papa Djab, la face cachée du masque, film documentaire de Christian Foret (2023)

« De prime abord, Papa djab inspire la peur dans sa tenue rouge de Lucifer », commence Jean-Louis Maslet. Avec son masque à cornes de bovin orné de miroirs, il déambule muni d'une fourche et d'un coutelas accroché à sa queue qu'il enroule autour de sa taille. Il charrie tout l'imaginaire chrétien de l'ange déchu. De la pointe de sa fourche et avec son masque menaçant, « djab la ka mandé anti manmay ki san batem... ». C'est sur cette chanson que Papa djab aborde les enfants avant de les soustraire à leurs parents. Quand ils sont trop effrayés, le diable rouge les raccompagne avant de leur offrir un bonbon, autrefois c'était une pièce, qu'il conserve dans sa bourse.

AU-DELÀ DES APPARENCES

Mais regardez Papa djab de plus près, observez sa posture, son buste, sa façon de tenir sa fourche ou de placer sa tête... tout est rituel. Un rituel auquel l'association Tanbou bò Kannal entend redonner sa dimension sacrée. Daniel Bardury poursuit : « Le diable rouge devance toujours le vidé du Mardi gras, il purifie l'endroit où passera la foule en tuant les démons. Ses pas de danse sont très codifiés, Papa djab s'élève sur les temps forts de la musique, un pas magistral, cruciforme. Il oscille ainsi entre élévation et

ancrage tellurique. Lorsqu'il fait de grands cercles, il crée un espace d'énergie positive dans lequel il nous inscrit. Sa façon de fuir vers l'avant lui permet de conserver son esprit de purification et quand il marche en feignant de ne pas entendre la musique, alors Papa djab s'inscrit dans un temps qui n'est plus celui des hommes. » Papa djab danse de manière très libre, les anciens racontent même qu'il n'était pas rare autrefois de le voir se mettre à 4 pattes, tel un bœuf.

UNE SINGULIÈRE COHORTE

Papa djab ne se déplace pas sans ses diabolins. Selon Daniel Bardury, il s'agirait de la réinterprétation d'un rituel d'initiation car Ejumba menait autrefois les adolescents dans la forêt sacrée, ils en ressortaient initiés et masqués à l'issue du rite de passage.

« À Sainte-Marie, quand deux vidés se font face, les deux Papas djab, qui mène chacun un cortège, se battent en croisant leur fourche. Celui dont les dents de la fourche se cassent est déclaré vaincu, le diable rouge sorti vainqueur de ce duel récupère alors le vidé de son adversaire. À Basse-Pointe, Papa djab arbore une face rouge et une face noire : le noir peut-être en hommage aux ancêtres, comme le tissu noir qu'on accroche dans les kay bèlè»,

raconte Daniel Bardury. Il existe ainsi des variations d'une commune à l'autre, mais les traits fondamentaux du diable rouge demeurent : le rouge pour la vitalité, les cornes pour la richesse matérielle et les miroirs pour la richesse spirituelle.

Mais qui se cache derrière le masque ? C'est un secret bien gardé. On ne sait pas qui l'habille ni quand il fera son apparition. On ne se rend même pas compte qu'il n'est plus là, il quitte la parade en s'assurant de ne pas être suivi car... Sera-t-il jamais permis au commun des mortels d'avoir, un jour, accès au visage des dieux ?

« Nous nous évadions pourtant des Plantations quand nous courions les vidés du Carnaval : mais c'était pour le plaisir d'avaler l'espace ; car en ce si absolu moment où il nous était donné de déborder partout hors des limites réglées, nous nous refermions dans le tournis de la course et ne regardions pas plus autour de nous. Le Carnaval était pour nous retirer en nous-mêmes, dans la spirale de l'ivresse, et y fréquenter les masques-miroirs où un passé d'au-delà les eaux nous guettait. »

Édouard Glissant, *La Case du commandeur*, Paris, Gallimard, 1997

4. EWAG BUZZ : LE RÉCAP 2023 DES VIDÉOS LES PLUS VUES ET PARTAGÉES.

LINKEDIN EWAG

Audience

7 193 abonnés

104 321 interactions

737 838 impressions



1. Après 9 ans dans la grande distribution, Priscilia Ozier-Lafontaine décide de lancer Kréyol Market, une épicerie qui vise à valoriser les produits locaux. Le projet suscite immédiatement l'engouement. (20 389 impressions)



2. La Distillerie Rhum Bologne remporte le prix 2023 du spiritueux de l'année ! (14 306 impressions)



3. Le Sargasse Project ! Découvrez le projet qui transforme les sargasses en papier révolutionnaire ! (13 136 impressions)



INSTAGRAM @EWAG.FR

Audience

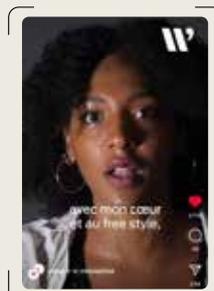
4 360 abonnés

32 963 interactions

1 840 031 impressions



1. Les pâtes @nuriyofood ne sont pas des pâtes ordinaires... C'est une solution d'alimentation durable pour les territoires tropicaux ! (79 300 vues)



2. À ne pas manquer, notre interview exclusive avec Mélanie Jacobin (61 600 vues)



3. Décryptage par le psychologue clinicien Errol Nuissier du phénomène populaire du #fanntchou. (54 900 vues)



FACEBOOK @EWAG.FR

Audience

28 494 abonnés

157 094 interactions

3 850 655 impressions



1. Décryptage par le psychologue clinicien Errol Nuissier Psychologue Anthropologue et Expert de Justice du phénomène populaire du #fanntchou (72 366 vues)



2. Smartbiotic est une jeune entreprise qui s'est donnée pour objectif d'apporter des solutions spécifiques aux problèmes propres à nos territoires d'Outre-mer, sur le plan de la santé (56 219 vues)



3. Repenser notre rapport au vivant. Des collégiens en ont fait l'expérience, suite à une projection du film-documentaire Animal, de Cyril Dion. (50 529 vues)



INSTAGRAM @EWAGLIVE

Audience

17 144 abonnés

80 628 interactions

1 606 103 impressions



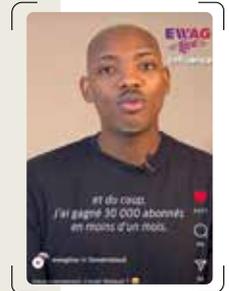
2. Ludovic fait découvrir à ses abonnés l'histoire, les paysages, la gastronomie et la culture guyanaise (ies)



1. Qui sont les artistes préférés de vos artistes ? Et vous, quels sont vos artistes préférés de l'édition 2023 du Baccha Festival ? (102 610 vues)



3. Vous connaissez Lionel Nidaud ? Découvrez le monde de l'influence à travers son parcours. (45 638 vues)



FACEBOOK @EWAGLIVE

Audience

18 393 abonnés

73 387 interactions

3 429 601 impressions



1. En 1991, Josette Palmier est la première guyanaise à avoir passé son permis moto. Aujourd'hui, elle veut transmettre sa passion à d'autres femmes. (83 044 vues)



2. Jonathan Leury Agarar cultive ses propres graines locales et œuvre à l'autonomie alimentaire de la Martinique. (57 707 vues)



3. Antoine-Hery Charles-Alfred et Maesha Viersac sont rentrés en Martinique pour relever le challenge d'ouvrir une pâtisserie fine au cœur de Fort-de-France (57 630 vues)



Lexique

interactions : J'aime, commentaires, clics et partages

impressions : nombre de fois où un contenu de la page a été vu



EN IMAGES

L'apéro networking Ewag
au cabinet d'expertise-comptable
Expertys Baie-Mahaut,
le 14 décembre 2023



1: Yolène Montantin (Expertys) et Laurent Martin (Expertys) – 2 : Cédrick Kancel (CHU Guadeloupe), Anthony Morvany (ISP informatique), Anthony Macal (ISP informatique) et Medhi Jean-François (Expertys) – 3 : Alexandre Wachter (WAB Assurances), Angélique Didier (Expertys) et Sophie Beauvarlet (Carcom) – 4 : Equipe Expertys : Brice Pineau, Chantal Laroche, Monique Dacon et Stella Hatchi – 5 : A droite Alexandra Juras (Médipole) et Mickaël Lambert (Assurances Petrelluzzi) – 6 : Stefan Jarnutowski (IKConsulting) et Steeve Haudelet (COM971) – 7 : Clients Expertys



Boulangerie Rôtisserie de Jarry

Petits déjeuners - Brunchs

Pâtisseries Fines

Rôtisserie



Lundi au
Samedi
6h - 19h
Dimanche
6h-13h



1178 rue de l'Industrie
JARRY

97122 Baie Mahault

0690 50 76 00 - 0690 64 85 06



Voiture et liberté

Longtemps la voiture fut synonyme de liberté individuelle, liberté d'aller où on voulait, quand on voulait. En posséder une signifiait que l'on avait les moyens d'être mobile de manière autonome, que l'on était indépendant, on n'achetait pas deux tonnes de matériaux mais toutes les routes vers tous les horizons ! Ce que la publicité utilise encore habilement en stimulant l'imaginaire : déserts, forêts, plages, paysages sauvages pour les 4x4 et les SUV, splendides villes d'art pour les petites citadines...

Dans un monde de plus en plus urbain, et menacé par le réchauffement climatique la voiture cesse d'être perçue comme une source d'émancipation : son coût excessif, la pollution qu'elle crée, la capacité de se déplacer en utilisant des moyens de transports alternatifs, plus légers, vélos, trottinettes en font un outil jugé nécessaire mais encombrant. Ceci est particulièrement vrai pour les jeunes générations pour qui le permis de conduire n'est plus automatique. Tel est le constat fait selon une étude d'Opinion Way : seulement 39 % des 18/20 ans ont le permis, alors que c'était près de 65 % il y a dix ans ! Cela peut paraître étonnant, car beaucoup de réformes ont facilité les démarches : la conduite accompagnée peut se faire dès l'âge de 15 ans et il est possible de passer l'examen pratique à 17 ans et demi. En revanche, presque tous les jeunes possèdent des smartphones.

Le Consumer Barometer de Google signale que 90 % des 16-34 ans vont en ligne chaque jour, et observe que « les jeunes ne vont pas en ligne, ils vivent en ligne. [...] Leur vie quotidienne mélange leurs mondes en ligne et hors ligne ».

Le monde a changé pour les plus jeunes. Les voitures, surtout en ville, sont en train de devenir un élément compliquant inutilement leurs vies très occupées – au lieu de les augmenter, la voiture racornit leur liberté et leur mobilité. C'est plutôt leur smartphone qui leur donne un accès au monde et qui, perçoivent-ils, leur donne la liberté.





EW'AG

| DOSSIER DE MARS |

GuyaMag KaruMag MadinMag SoualiMag

FORMATION VIE PROFESSIONNELLE

Vous souhaitez communiquer ?

CONTACTEZ-NOUS



GUYANE

0694 26 55 61

GUADELOUPE | SAINT-MARTIN

0690 37 54 82 / 0691 24 28 92

MARTINIQUE

0696 19 31 98 / 0696 07 62 64

ET SI VOUS CHANGIEZ DE FOURNISSEUR D'ÉLECTRICITÉ?

ELITE ECOLOGIE VOUS PROPOSE
**LE KIT PANNEAUX SOLAIRES
+ BATTERIE**
POUR FAIRE DES ÉCONOMIES SUR
VOTRE FACTURE D'ÉNERGIE

à Partir de
69,99^{TTC}€
/mois*

*Voir condition en Agence



CONTACTEZ ELITE ECOLOGIE

0590 69 69 99